

ODICEO

ERNST & YOUNG et Autres

Samse

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

ODICEO
115, boulevard de Stalingrad
CS 52038
69616 Villeurbanne cedex
S.A. au capital de € 275 000
430 130 393 R.C.S. Lyon

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Lyon-Riom

ERNST & YOUNG et Autres
Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69393 Lyon cedex 03
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Samse

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Samse,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Samse relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ Evaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2021, les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéterminée s'élèvent à M€ 41,7, soit 3 % du total bilan de votre groupe.</p> <p>Comme décrit dans les notes 1 et 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés, la direction procède à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée. Ces tests sont effectués au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Ils sont réalisés par unité génératrice de trésorerie (« UGT ») ou groupe d'UGT, comprenant les écarts d'acquisition affectés. Ils sont basés sur la juste valeur diminuée des coûts de vente.</p>	<p>Nous avons examiné les tests de dépréciation réalisés par la direction et nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">▶ prendre connaissance des principes et des méthodes de détermination des indices de perte de valeur et de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition ainsi que des actifs incorporels à durée de vie indéterminée ;▶ corroborer, notamment par entretiens avec la direction, les principales données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations (comme le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme) ;▶ prendre connaissance des perspectives commerciales des agences présentant un indice de perte de valeur, au moyen d'entretiens avec la direction ;

Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente, il est fait référence aux transactions comparables, en considérant le résultat des transactions récentes portant sur des actifs similaires dans le même secteur d'activité. La valorisation repose notamment sur des multiples d'agrégats comptables (chiffre d'affaires et résultat d'exploitation).

Si la juste valeur diminuée des coûts de vente n'est pas corroborée par des transactions comparables, il est alors procédé au calcul de la valeur d'utilité estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs.

Sur la base de cette méthode, la valeur recouvrable de chaque UGT, à laquelle est affectée une quote-part de la valeur comptable des écarts d'acquisition, fait l'objet d'une analyse permettant de détecter si la valeur d'utilité de l'UGT n'est pas inférieure à la valeur nette comptable de ses actifs.

Compte tenu de la complexité des modèles utilisés et de leur sensibilité aux variations de données et d'hypothèses, en particulier du taux d'actualisation utilisé, des prévisions de flux de trésorerie et des incertitudes inhérentes à la probabilité de réalisation de ces dernières dans le contexte actuel, nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit.

- ▶ comparer les estimations comptables des projections de flux de trésorerie des périodes précédentes avec les réalisations effectives correspondantes pour en évaluer la fiabilité et faire une comparaison avec les dernières estimations de la direction ;
- ▶ analyser la sensibilité des hypothèses retenues ;
- ▶ rapprocher, par sondages, les données utilisées pour réaliser les tests de dépréciation avec la comptabilité et vérifier l'exactitude arithmétique des évaluations retenues par votre groupe.

■ Evaluation et dépréciation des stocks de marchandises

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les stocks de marchandises figurent au bilan consolidé du 31 décembre 2021 pour un montant net de M€ 350,3 et représentent 25,5 % de son total.</p> <p>Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche et sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats.</p> <p>Le montant des provisions pour dépréciation des stocks est calculé, article par article, en tenant compte du taux de rotation depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence des techniques utilisées, comme cela est précisé dans les notes 1 et 9 de l'annexe aux comptes consolidés.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons analysé les principes et les méthodes de détermination de la valeur brute et nette des stocks et échangé avec la direction sur les résultats de leurs analyses concernant les ajustements de valeur nécessaires.</p> <p>Des participations sélectives aux prises d'inventaire ont été effectuées afin de rapprocher les quantités présentes en stocks et les quantités valorisées en comptabilité.</p> <p>Nous avons identifié et testé les contrôles jugés importants mis en place pour le calcul du coût moyen pondéré, y compris les contrôles automatisés.</p>

Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de l'importance des stocks dans le bilan consolidé, du risque évoqué ci-dessus et des éventuelles provisions qui en découlent, qui sont par nature dépendantes d'hypothèses et d'estimations de la direction.

Nous avons également examiné les variations de prix unitaires au 31 décembre 2021 par rapport à l'exercice précédent et analysé les variations les plus significatives ainsi que les variations jugées anormales.

S'agissant des dépréciations, les processus d'identification des articles endommagés ou à rotation lente ont été analysés et l'efficacité des contrôles clés relatifs à ceux-ci a été testée. Nous avons étudié les hypothèses retenues par la direction pour la comptabilisation de provisions spécifiques.

Enfin, pour les articles en stocks présentant des écarts significatifs avec le prix de vente pratiqué en fin d'exercice, nous avons analysé l'origine de ces différences afin d'apprécier le montant des provisions constituées.

■ Dépréciation des créances clients

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2021, les créances clients s'élèvent à M€ 186,8 et représentent 13,6 % du bilan de votre groupe.</p> <p>La direction a évalué les créances clients selon les modalités exposées dans les notes 1 et 10 de l'annexe aux comptes consolidés et a réalisé une analyse.</p> <p>Pour prévenir le risque client, votre groupe a recours à l'assurance-crédit et à d'autres formes de garantie. La dépréciation des comptes clients (créances douteuses) fait l'objet, pour chaque société de votre groupe, d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.</p> <p>Compte-tenu du contexte économique incertain, le risque client a tout particulièrement été analysé et suivi. Une vigilance accrue a été portée aux éventuelles défaillances des clients dont l'insolvabilité est perceptible et les retards de paiement ont fait l'objet d'une surveillance continue. Les dépréciations nécessaires ont été comptabilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2021 en fonction des risques encourus estimés.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons examiné les principes d'identification des créances douteuses et les méthodes de dépréciation des créances clients, en procédant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ l'analyse des hypothèses retenues pour calculer les provisions pour dépréciation des créances clients, notamment à travers l'examen de la balance âgée, de l'analyse des retards de paiement et de la situation économique des clients présentant des retards de paiement significatifs ; ▶ l'analyse des paiements reçus après la date de clôture pour les créances clients échues à forte antériorité les plus significatives.

Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu du risque évoqué ci-dessus et des éventuelles dépréciations comptabilisées, qui sont par nature dépendantes d'hypothèses et d'estimations de la direction.

■ **Evaluation des avoirs à recevoir relatifs aux CPV (Conditions Particulières de Ventas) et des factures à établir au titre des COOP (Coopérations Commerciales)**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2021, votre groupe comptabilise des factures à établir relatives aux COOP et des avoirs à recevoir relatifs aux CPV, tel que cela est présenté dans la note 11 de l'annexe aux comptes consolidés. Les CPV correspondent aux remises accordées pour l'exercice par les fournisseurs sur la base de dispositions contractuelles et de volumes d'achats réalisés. Les COOP donnent lieu à des facturations émises sur la base de contrats de prestations de services dont le contenu et la rémunération sont définis entre les fournisseurs et votre société.</p> <p>A la clôture de l'exercice, la direction évalue les avoirs à recevoir relatifs aux CPV sur la base des dispositions contractuelles définies avec chaque fournisseur et des statistiques d'achats issues du système de gestion de votre société. La provision pour avoirs à recevoir est diminuée des avoirs versés par ces fournisseurs et comptabilisés au cours de l'exercice relatif à ces contrats.</p> <p>Les factures à établir relatives aux COOP sont estimées sur la base des contrats conclus pour l'exercice et pour lesquels les prestations ont été effectuées mais non encore facturées.</p> <p>En raison de la complexité des contrats et des estimations de la direction, il existe un risque que les montants des avoirs à recevoir et des factures à établir relatifs aux CPV et aux COOP comptabilisés soient différents du montant réellement exigible. Nous avons donc considéré l'évaluation de ces montants comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons pris connaissance des principes de détermination du montant des avoirs à recevoir et des factures à établir.</p> <p>Nous avons analysé les hypothèses d'extrapolation des bases d'achats retenues pour l'estimation des montants dus au titre des CPV et des COOP.</p> <p>Pour une sélection de contrats, nous avons aussi étudié la correcte application des dispositions contractuelles aux flux d'achats issus des données de gestion et, le cas échéant, rapproché les montants d'achats confirmés par le fournisseur.</p> <p>Nous avons également recalculé l'estimation des sommes restant à recevoir et à facturer en fin d'exercice sur la base de la différence entre les sommes exigibles au titre de l'exercice comptable et les sommes déjà obtenues pour cette même période.</p> <p>Enfin, nous avons examiné le déboucement sur l'exercice clos le 31 décembre 2021 des montants à facturer et des avoirs à recevoir relatifs aux COOP et CPV de l'exercice précédent.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président-directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Samse par votre assemblée générale du 6 juin 2001 pour le cabinet ODICEO et du 3 mai 2016 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2021, le cabinet ODICEO était dans la vingt et unième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la sixième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Villeurbanne et Lyon, le 15 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ODICEO

ERNST & YOUNG et Autres

Dave Molliex

Sylvain Lauria

État de la situation financière consolidée

(en milliers d'euros)

		Au 31 Décembre	
		2021	2020
		Valeur nette	Valeur nette
	notes		
ACTIFS NON COURANTS		559 907	544 275
Écarts d'acquisition	3	41 734	42 664
Autres immobilisations incorporelles	4	2 027	3 403
Immobilisations corporelles	5	242 354	245 481
Droits d'utilisation liés aux contrats de location	5	165 081	161 476
Titres mis en équivalence	6	54 835	49 469
Titres de sociétés non consolidées	7	33 635	24 661
Autres actifs immobilisés	8	14 046	11 174
Impôts différés actifs	15	6 195	5 947
ACTIFS COURANTS		811 117	708 306
Stocks de marchandises	9	350 294	278 585
Clients et comptes rattachés	10	186 833	180 643
Autres créances	11	128 225	107 820
Disponibilités et équivalents de trésorerie	12	145 765	141 258
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	5	588	3 379
TOTAL DE L'ACTIF		1 371 612	1 255 960

		Au 31 Décembre	
		2021	2020
	notes		
CAPITAUX PROPRES		580 629	502 385
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	13	570 496	491 700
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants	13	10 133	10 685
DETTES NON COURANTES		296 970	313 554
Provisions	14	18 783	20 154
Impôts différés passifs	15	5 123	7 595
Dettes financières à long terme	16	121 406	137 762
Dettes financières locatives à long terme	16	151 658	148 043
DETTES COURANTES		494 013	440 021
Provisions	14	2 454	3 281
Fournisseurs et comptes rattachés	17	243 255	217 753
Dettes financières à court terme	16	57 016	58 720
Dettes financières locatives à court terme	16	20 778	19 805
Autres dettes	18	170 510	140 462
TOTAL DU PASSIF		1 371 612	1 255 960

État du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)

	notes	Exercices	
		2021	2020
CHIFFRE D'AFFAIRES	19	1 769 662	1 511 551
Autres produits de l'activité	19	28	1
Achats et variation de stocks		-1 195 540	-1 035 381
Charges de personnel	20	-283 193	-243 868
Charges externes	21	-90 026	-73 221
Impôts et taxes		-24 722	-26 405
Dotations nettes aux amortissements		-52 347	-52 029
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	22	279	-8 451
Autres produits et charges de l'exploitation courante	23	-1 690	-1 564
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		122 451	70 633
Taux de marge opérationnelle courante		6,92 %	4,67 %
Autres produits et charges opérationnels	24	1 628	-413
RESULTAT OPERATIONNEL		124 079	70 220
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	53	69
Cout de l'endettement financier brut	26	-3 247	-3 034
Cout de l'endettement financier net		-3 194	-2 965
Autres produits et charges financiers	27	570	770
RESULTAT FINANCIER	28	-2 624	-2 195
Charge d'impôt	29	-32 768	-24 077
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	30	7 868	5 897
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		96 555	49 845
Résultat net - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE		93 515	47 356
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants		3 040	2 489
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	31	3 445 944	3 446 984
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	31	3 445 944	3 446 984
RESULTAT NET PAR ACTION (en €)	31	27,14	13,74
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en €)	31	27,14	13,74
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		96 555	49 845
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		11 331	-3 729
Écarts actuariels sur régimes de retraite à prestations définies		-62	-2 235
Impôts différés sur les éléments ci-dessus		-324	907
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		10 945	-5 057
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL NET D'IMPOTS		10 945	-5 057
RESULTAT GLOBAL TOTAL ANNUEL		107 500	44 788
Résultat global total annuel - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE		104 460	42 298
Résultat global total annuel - Part attribuable aux intérêts non contrôlants		3 040	2 490

Compte de résultat consolidé des sociétés intégrées

(en milliers d'euros)

	Exercices				
	2021	% du C.A	2020	% du C.A	% de variation 2021/2020
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 769 662		1 511 551		17,08
Dont Chiffre d'affaires négoce	1 368 396	77,33	1 160 460	76,77	17,92
Dont Chiffre d'affaires bricolage	401 266	22,67	351 091	23,23	14,29
Autres produits de l'activité	28	0,00	1	0,00	2700,00
Achats et variation de stocks	-1 195 540	-67,56	-1 035 381	-68,50	15,47
Charges de personnel	-283 193	-16,00	-243 868	-16,13	16,13
Charges externes	-90 026	-5,09	-73 221	-4,84	22,95
Impôts et taxes	-24 722	-1,40	-26 405	-1,75	-6,37
Dotations nettes aux amortissements	-52 347	-2,96	-52 029	-3,44	0,61
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	279	0,02	-8 451	-0,56	
Autres produits et charges de l'exploitation courante	-1 690	-0,10	-1 564	-0,10	8,06
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	122 451	6,92	70 633	4,67	73,36
Dont ROC négoce	93 819	6,86	47 137	4,06	99,03
Dont ROC bricolage	28 632	7,14	23 496	6,69	21,86
Autres produits et charges opérationnels	1 628	0,09	-413	-0,03	
RESULTAT OPERATIONNEL	124 079	7,01	70 220	4,65	76,70
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	53	0,00	69	0,00	-23,19
Coût de l'endettement financier brut	-3 247	-0,18	-3 034	-0,20	7,02
Coût de l'endettement financier net	-3 194	-0,18	-2 965	-0,20	7,72
Autres produits et charges financiers	570	0,03	770	0,05	-25,97
RESULTAT FINANCIER	-2 624	-0,15	-2 195	-0,15	19,54
Charge d'impôt	-32 768	-1,85	-24 077	-1,59	36,10
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	7 868	0,44	5 897	0,39	33,42
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	96 555	5,46	49 845	3,30	93,71

Présentation de la performance dans le compte de résultat

Le Groupe SAMSE fait état d'un agrégat intermédiaire intitulé «Résultat Opérationnel Courant» (ROC), et prend en compte la recommandation 2009-R.03 du CNC qui propose l'utilisation d'un indicateur du niveau de performance opérationnelle pouvant servir à une approche prévisionnelle de la performance récurrente.

Conformément à cette recommandation, ont été exclus du résultat opérationnel courant, les plus ou moins-values dégagées lors de la cession d'éléments de l'actif immobilier, les charges de

restructuration ou de fermetures d'agences, ainsi que tout autre élément significatif et non récurrent qui fausserait la lecture de la performance du Groupe.

Les éléments exclus sont précisément décrits dans la note 24 - Autres produits et charges opérationnels.

Il est fait usage en interne de cet indicateur intermédiaire (ROC), au-dessus du résultat opérationnel, au titre de l'information sectorielle (note 35).

	REPARTITION DU CA PAR ACTIVITE (%)		REPARTITION DU ROC PAR ACTIVITE (%)	
	2021	2020	2021	2020
Négoce	77,33	76,77	76,62	66,74
Bricolage	22,67	23,23	23,38	33,26
	100,00	100,00	100,00	100,00

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)

	Exercices	
	2021	2020
Résultat net consolidé - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	93 515	47 356
Part des intérêts non contrôlants	3 040	2 489
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence nette des dividendes reçus	-5 413	-3 858
Amortissements et provisions	49 505	57 950
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	32 768	24 077
Impôts versés	-36 100	-26 463
Résultat sur cessions d'actifs	-414	-1 634
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	89	-70
Gains et pertes liés à des variations de parts d'intérêts avec prise de contrôle	—	—
Autres produits et charges calculés	4	-196
Capacité d'autofinancement	136 994	99 651
Coût de l'endettement financier net	3 194	2 965
Variation du besoin en fonds de roulement	-40 511	39 308
Flux de trésorerie généré par l'activité	99 677	141 924
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-33 185	-32 240
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	12 982	32 607
Subvention d'investissement	-4	-4
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)	—	—
Incidence des variations de périmètre (cessions)	137	2
Acquisitions d'immobilisations financières	-9 014	-734
Diminution d'immobilisations financières	8 456	6 150
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-20 628	5 781
Dividendes versés aux actionnaires de la Société Mère	-27 670	-55 340
Dividendes sur actions auto-détenues	96	183
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-2 719	-1 944
Augmentation de capital en numéraire	—	—
Intérêts financiers nets versés	-1 059	-1 554
Intérêts financiers nets reçus	-3 194	-2 965
Emission d'emprunts	37 826	55 004
Remboursements d'emprunts	-81 200	-54 981
Autocontrôle	-253	-261
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-78 173	-61 858
Reclassement de trésorerie	—	75
AUGMENTATION OU DIMINUTION DE LA TRESORERIE	876	85 922
Disponibilités et équivalents de trésorerie à l'ouverture	138 492	52 570
Disponibilités et équivalents de trésorerie à la clôture	139 368	138 492

Détails complémentaires du tableau consolidé des flux de trésorerie

	Exercices	
	2021	2020
Variation des stocks	-71 751	-4 879
Variation des créances clients et autres débiteurs	-28 170	1 237
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	59 433	42 962
Intérêts courus non échus	-23	-12
Variation du besoin en fonds de roulement	-40 511	39 308
Acquisitions de participations avec prise de contrôle	—	—
Trésorerie nette apportée par les filiales entrantes dans le périmètre	—	—
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)	—	—
Cessions de participations avec perte de contrôle	133	45
	4	-43
Incidence des variations de périmètre (cessions)	137	2
Acquisition d'immobilisations incorporelles brutes	-393	-740
Acquisition d'immobilisations corporelles brutes	-33 883	-30 896
Variation des créances sur cessions d'immobilisations	148	-119
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations	943	-485
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-33 185	-32 240

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Ecart de réévaluation	Réserves consolidées	Eléments constatés directement en capitaux propres	Résultat de l'exercice	Part attribuable aux actionnaires de SAMSE	Intérêts non contrôlants	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2019	3 458	44 72	306	406 263	9 302	40 783	504 834	9 888	514 722
Inscription en réserves du résultat 2019				40 783		-40 783			
Résultat consolidé de l'exercice 2020						47 356	47 356	2 489	49 845
Distributions effectuées				-55 157			-55 157	-1 944	-57 101
Plus et moins values de cession sur actions auto-détenues				-36			-36		-36
Impact de la variation des actions auto-détenues				-261			-261		-261
Ajustement de juste valeur des titres					-3 567		-3 567		-3 567
Gains / Pertes actuariels					-1 491		-1 491	1	-1 490
Variation du % d'intérêts				-427			-427	-80	-507
Engagements de rachat de minoritaires				401			401	331	732
Autres mouvements				48			48	—	48
Solde au 31 décembre 2020	3 458	44 72	306	391 614	4 244	47 356	491 700	10 685	502 385
Inscription en réserves du résultat 2020				47 356		-47 356			
Résultat consolidé de l'exercice 2021						93 515	93 515	3 040	96 555
Distributions effectuées				-27 574			-27 574	-2 719	-30 293
Plus et moins values de cession sur actions auto-détenues				75			75		75
Impact de la variation des actions auto-détenues				-253			-253		-253
Ajustement de juste valeur des titres					10 991		10 991		10 991
Gains / Pertes actuariels					-46		-46		-46
Paiements en actions				2 299			2 299	20	2 319
Variation du % d'intérêts				-328			-328	-731	-1 059
Engagements de rachat de minoritaires				-522			-522	-177	-699
Autres mouvements (1)				639			639	15	654
Solde au 31 décembre 2021	3 458	44 72	306	413 306	15 189	93 515	570 496	10 133	580 629

(1) : dont 642 milliers d'euros consécutifs à l'application de la décision de l'IFRIC de mai 2021 relative au calcul des indemnités de fin carrière (cf. note 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Annexe aux comptes consolidés

Notes aux états financiers consolidés

SAMSE est une Société Anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment B. SAMSE et ses filiales sont ci-après dénommées «le Groupe» ou «le Groupe SAMSE». Le siège social de la société SAMSE est situé 2 rue Raymond Pitet - 38100 GRENOBLE. Les états financiers consolidés au 31 décembre 2021 reflètent la situation comptable de SAMSE et de ses filiales et coentreprises, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées. Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 17 mars 2022 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 11 mai 2022.

Évènements significatifs de l'exercice 2021

La pandémie de Covid-19 avait impacté de manière très significative l'activité du Groupe au cours du premier semestre 2020, avec la mise en place d'une activité partielle des sites de distribution Négoce et Bricolage.

La perte de chiffre d'affaires avait été partiellement compensée par l'indemnisation du chômage partiel

Note 1 – Principes comptables

1.1 - Application des normes, règlements et interprétations des normes

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et publié au Journal Officiel de l'Union Européenne.

Le référentiel IFRS comprend les Normes IFRS, les Normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) telles que publiées par l'IASB. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne.

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE ont été établis selon les principes généraux des IFRS : image fidèle, continuité d'exploitation, méthode de

(8,0 millions d'euros pour l'indemnisation proprement dite, majorée des allègements de charges sociales et de rémunérations pour 6,9 millions d'euros), enregistrée en diminution des charges de personnel dans le compte de résultat consolidé.

Sur l'exercice 2021, le Groupe évolue dans un contexte de marché très favorable avec un chiffre d'affaires en forte augmentation de 17,1% par rapport à l'exercice 2020 (et en progression de 18,0% en comparaison à l'année 2019). Contrairement au 31 décembre 2020, le Groupe n'a pas eu recours au chômage partiel et n'a pas sollicité de report d'échéance de dette sur l'exercice 2021. Au 31 décembre 2020, les reports d'échéances concernaient essentiellement les emprunts bancaires pour 25,5 millions d'euros (les échéances ont été décalées aux termes des emprunts concernés). Compte tenu du contexte, en fin d'année 2020, le risque client avait tout particulièrement été analysé. Le coût lié au risque client s'était dégradé de 3,0 millions d'euros. Au 31 décembre 2021, un suivi a été réalisé et les retards de paiement ont fait l'objet d'une surveillance continue. Les dépréciations nécessaires ont été comptabilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2021, et le coût issu du risque client (pertes sur créances irrécouvrables complétées des dotations et reprises de provision pour dépréciation) a diminué de 5,9 millions d'euros par rapport à 2020.

la comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement.

1.2 - Bases de préparation

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées de manière permanente aux périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte des nouvelles normes et interprétations décrites ci-après. Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros.

1.3 - Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2021

Les normes, amendements et interprétations mentionnés ci-dessous sont appliqués pour la première fois sur l'exercice.

– Amendements à IAS 39, IFRS 4, IFRS 7, IFRS 9 et IFRS 16 – Réforme des taux d'intérêt de référence - Phase 2.

-
- Amendements à IFRS 4 – Prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9.
 - Amendement à IFRS 16 – Concessions de loyers, prolongation des dispositions de l'amendement initial relatif aux concessions de loyers - Covid 19.

Les textes mentionnés ci-dessus n'ont pas engendré de conséquence particulière sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2021.

Application de la décision de l'IFRIC de mai 2021 relative au calcul des indemnités de fin de carrière :

Le principal impact pour le Groupe concerne la convention collective du négoce des matériaux de construction pour les cadres. Le secteur opérationnel du Bricolage n'est pas impacté par cette décision de l'IFRIC.

L'impact total au niveau du Groupe s'élève à 642 milliers d'euros après impôts différés. Cet effet étant peu significatif, aucun retraitement rétrospectif n'a été réalisé et le montant a été enregistré en capitaux propres sur l'exercice 2021 (cf. tableau de variation des capitaux propres consolidés).

[1.4 - Normes, amendements de normes et interprétations d'application ultérieure au sein de l'Union Européenne](#)

Textes applicables par anticipation :

- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2018 / 2020 (amendements aux normes IFRS 1, IFRS 9, IFRS 16 et IAS 41).
- Amendement à IAS 16 – Immobilisations corporelles - Produit antérieur à l'utilisation prévue.
- Amendement à IAS 37 – Contrats déficitaires - Coût d'exécution du contrat.
- Amendement à IFRS 3 – Mise à jour du cadre conceptuel.
- Amendements à IAS 1 – classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants, et information à fournir sur les principes et méthodes comptables.
- Amendement à IAS 8 – Définition d'une estimation comptable.

Textes publiés non encore applicables :

- IFRS 14 – Comptes de report réglementaires.

- IFRS 17 – Contrats d'assurance.

- Amendement à IAS 12 – Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction.

- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 – Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise.

Le Groupe n'a appliqué aucun de ces nouveaux amendements ou nouvelles normes/interprétations par anticipation.

[1.5 - Base d'évaluation](#)

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des actifs et passifs acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises, des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur.

Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les valeurs comptables des actifs et passifs couverts et de leurs instruments de couverture sont évalués à leur juste valeur.

[1.6 - Utilisation d'estimations et hypothèses](#)

La préparation des états financiers implique que la Direction Générale du Groupe procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et passifs du bilan consolidé, sur les charges et produits du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations afin d'ajuster les hypothèses.

Toutefois, les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements au 31 décembre 2021 sont les suivants :

- L'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles,
- L'évaluation des engagements de retraite et assimilés,

- L'estimation des provisions pour risques et charges,

- La valeur de réalisation des stocks et des créances.

Les estimations utilisées par le Groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque rubrique.

1.7 - Périmètre et méthodes de consolidation

Périmètre

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE comprennent les comptes de la société SAMSE (société consolidante) et de toutes ses filiales contrôlées directement ou indirectement, les filiales détenues conjointement ainsi que les sociétés sous influence notable.

Le périmètre de consolidation du Groupe, ainsi que son évolution au cours de l'année 2021, sont présentés en note 2.

Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe a le contrôle exclusif ou majoritaire, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale avec constatation des droits des actionnaires minoritaires.

Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote, a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise ou le pouvoir de nommer (ou de révoquer) la majorité des membres du Conseil d'Administration (ou de l'organe de direction équivalent) ou de réunir la majorité des droits de vote aux réunions de cet organe, lorsque le contrôle est exercé par celui-ci.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière, mais dont il n'a pas le contrôle.

Les sociétés concernées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée exister lorsque plus de 20 % des droits de vote sont détenus.

Le pouvoir de décision détenu est également pris en compte.

Les coentreprises sont les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, c'est-à-dire dont il partage le contrôle des activités économiques en vertu d'un accord contractuel. Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence conformément à l'application de la norme IFRS 11.

Les titres de sociétés non significatives ou dans lesquelles le Groupe n'exerce pas d'influence notable sont classés en tant qu'actifs financiers disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains et pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés en capitaux propres.

Engagement de rachat de minoritaires

Lorsqu'il existe des options croisées d'achat et de vente contractées avec un minoritaire sur des titres d'une société du Groupe, ces options sont considérées en substance comme des contrats fermes d'achats/ventes avec différé de paiement. Les engagements d'achat donnés relatifs aux filiales consolidées par intégration globale sont comptabilisés en « passifs financiers » pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé de l'option lorsque cette option est à prix fixe, et pour sa juste valeur lorsque cette dernière est à prix variable.

Depuis l'application de la version révisée de la norme IAS 27, les options émises sont traitées comme des transactions entre actionnaires (impacts enregistrés dans les capitaux propres).

Transactions internes

Les soldes et les transactions intra-Groupes ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-Groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises mises en équivalence sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement.

Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Intérêts non contrôlants

Les intérêts non contrôlants sont définis comme la part d'intérêts dans une filiale qui n'est pas attribuable directement ou indirectement à la société mère.

Les transactions réalisées avec les actionnaires minoritaires induisant une variation de parts d'intérêt de la société mère sans prise ou perte de contrôle affectent uniquement les capitaux propres.

Si les capitaux propres de fin de période d'une société consolidée sont négatifs, la part des intérêts minoritaires dans ces capitaux propres est prise en charge par le Groupe, sauf si les tiers ont une obligation de combler leur quote-part de pertes.

Si ces sociétés redeviennent bénéficiaires, la part du Groupe dans leur résultat est prise en compte par l'actionnaire majoritaire à hauteur des pertes comptabilisées antérieurement.

Écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à IFRS 3 révisée depuis le 1^{er} janvier 2010, et selon IFRS 3 pour les acquisitions ayant eu lieu avant cette date.

La contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange.

Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition.

A la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un écart d'acquisition partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe) soit pour un écart d'acquisition complet. Dans le cas d'une option pour la méthode de l'écart d'acquisition complet, les intérêts ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un écart

d'acquisition sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables. Cette option s'applique transaction par transaction.

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010 étaient traités selon la méthode de l'écart d'acquisition partiel, seule méthode applicable avant IFRS 3 révisée.

Les frais directement attribuables à la prise de contrôle sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus. L'acquisition ultérieure d'intérêts minoritaires ne donne pas lieu à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire.

L'analyse des écarts d'acquisition est finalisée durant la période d'évaluation, soit 12 mois à compter de la date de la prise de contrôle.

En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistré directement en résultat. Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans la contrepartie transférée à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelle que soit leur probabilité de survivance.

Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en écart d'acquisition lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existant lors de l'acquisition ; à défaut et au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat, sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan « Titres mis en équivalence ».

Impôts

La rubrique « charge d'impôt » du compte de résultat consolidé correspond à l'impôt exigible de chaque filiale consolidée, corrigé des impositions différées.

Les impôts différés sont comptabilisés dans les capitaux propres lorsqu'ils proviennent d'éléments imputés en capitaux propres.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs (analyse bilancielle).

Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires respectivement déductibles et imposables.

L'activation des impôts différés liés à des déficits fiscaux ou moins-values reportables est limitée à ceux dont la récupération est fortement probable, compte tenu de perspectives bénéficiaires. Les déficits fiscaux suivent le régime fiscal des sociétés françaises et sont donc indéfiniment reportables. Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou leur coût de production pour le Groupe. Ce coût comprend tous les coûts directement attribuables à la préparation de l'utilisation de ces incorporels.

Il est diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les marques et les logiciels acquis.

Les marques déposées ou acquises ont une durée d'utilité indéfinie car elles n'ont pas vocation à être cédées ou remplacées par une autre marque du Groupe. A ce titre, elles ne sont pas amorties.

Les logiciels créés en interne sont amortis sur leur durée d'utilité estimée. Les logiciels acquis sont amortis sur trois années.

Le mode d'amortissement et les durées d'utilité sont révisés au moins à la clôture de chaque exercice. Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant.

Le coût d'acquisition inclut tous les coûts directement attribuables à sa création ou son acquisition et au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

Les intérêts des emprunts relatifs à l'acquisition des immobilisations corporelles sont comptabilisés en charges. Ils ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

Les subventions d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan, en tant que «produits différés» et réparties systématiquement au compte de résultat, sur une durée propre à permettre leur rattachement aux coûts qu'elles sont censées compenser.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction des composants identifiés et de leurs durées d'utilité effectives.

Constructions et aménagements selon les différents composants retenus (1)	8 - 30 ans
Matériels et outillages industriels	5 - 8 ans
Matériels de transport	5 - 8 ans
Agencements et aménagements mobiliers	6 - 10 ans
Matériel de bureau	3 - 6 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

(1) Les différents composants retenus sont les suivants :

Structure plateforme et bâtiment	30 ans
Toiture	20 ans
Second oeuvre	10 ans
Chauffage / Climatisation / Electricité	10 ans
Enrobés et clôtures	8 ans

Le Groupe a retenu des valeurs résiduelles pour deux catégories d'immobilisations corporelles : les matériels de manutention et les matériels de transport. Ces actifs sont destinés à être remplacés au terme de leur durée d'utilité, mais conservent une valeur de marché.

Le mode d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revues au moins à chaque fin de période annuelle.

Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Les gains et pertes de cessions d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le prix de cession à la valeur nette comptable.

Ils sont enregistrés au compte de résultat sur la ligne «autres produits et charges de l'exploitation courante» en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions de matériels de l'exploitation courante ; sur la ligne «autres produits et charges opérationnels» en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions d'ensembles immobiliers.

Dépréciation des actifs immobilisés hors financiers

Le Groupe réalise régulièrement des tests de dépréciation sur la valeur des actifs suivants : écarts d'acquisition, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.

D'une manière générale, ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation. Le déclenchement d'un test de dépréciation est réalisé généralement lorsqu'un indice de perte de valeur est mis en évidence, notamment par une perte d'exploitation non conjoncturelle.

- Dépréciation des écarts d'acquisition

Les tests de dépréciation sont effectués au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Ces tests sont réalisés hors IFRS 16.

Pour réaliser ces tests, les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou à des groupements d'UGT.

Le Groupe répartit ses activités en 2 segments de reporting (bricolage et négoce), chaque segment regroupant plusieurs UGT. L'UGT correspond au site physique d'un magasin ou d'une agence ou d'un ensemble de magasins ou agences si ces derniers se situent sur une même zone géographique, et ne présentent pas de risque de compensation de perte de valeur. La méthode consiste à comparer la valeur nette comptable de l'UGT ou du groupe d'UGT, à laquelle l'écart d'acquisition est affecté, avec sa valeur recouvrable. Cette dernière correspond au montant le plus élevé entre d'une part, la valeur de marché diminuée des coûts de vente et d'autre

part, la valeur d'utilité qui est estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs reflétant la rentabilité attendue des actifs attachés à l'UGT ou au groupe d'UGT.

Si la valeur de marché n'est pas corroborée par des transactions récentes similaires, l'utilisation des projections actualisées des flux de trésorerie futurs est privilégiée pour déterminer la valeur recouvrable.

Les flux de trésorerie futurs sont déterminés hors frais financiers à partir des projections sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale. La valeur terminale est calculée à partir de la capitalisation à l'infini du dernier flux de trésorerie normalisé, basée sur un taux de croissance à long terme. Les flux de trésorerie sont actualisés sur la base du coût moyen pondéré du capital du Groupe, utilisé comme taux d'actualisation, et s'élevant à 8,01 % pour 2021 (8,05 % en 2020). Ces taux d'actualisation sont des taux après impôts appliqués à des flux de trésorerie après impôts.

Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie non fiscalisés. Les hypothèses retenues en termes de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles. Le taux de croissance à long terme retenu s'élève à 1 % pour 2021 (identique en 2020).

Les dépréciations constatées sur les écarts d'acquisition revêtent un caractère irréversible et ne font donc pas l'objet d'une reprise.

Elles figurent sous la rubrique «Dotations aux provisions et dépréciations» du compte de résultat, en résultat opérationnel courant.

– Dépréciations des autres immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles

Les immobilisations incorporelles amortissables et les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation à tout moment au cours d'une période annuelle lorsqu'il existe un indice interne ou externe de perte de valeur.

Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service et pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable de ces

immobilisations fait également l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Le Groupe comptabilise une perte de valeur lorsque la valeur nette comptable des actifs excède leur valeur recouvrable. Les pertes et les reprises de perte de valeur sont comptabilisées en «Dotations aux provisions et dépréciations» et viennent affecter le résultat opérationnel courant, à l'exception des dépréciations relatives aux ensembles immobiliers qui sont enregistrées en «Autres produits et charges opérationnels».

Contrats de location

L'application rétrospective de la décision finale de l'IFRIC publiée en décembre 2019 relative à IFRS 16 a été mise en œuvre pour la première fois au 1^{er} janvier 2019.

Actifs destinés à être cédés

Conformément à la norme IFRS 5, «Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées», les actifs non courants destinés à être vendus sont les actifs qui seront réalisés au travers de leur cession et non de leur utilisation. Lors de leur classification, les actifs non courants destinés à être vendus sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession, une perte de valeur étant constatée le cas échéant. Ces actifs cessent d'être amortis.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur prix de revient réel ou de leur valeur nette de réalisation. Le prix de revient inclut les coûts d'acquisition et les autres coûts encourus pour amener le stock dans l'endroit et l'état où il se trouve.

Le prix de revient est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

Créances et dettes d'exploitation

Les créances clients, les dettes fournisseurs et les autres créances et dettes sont comptabilisées à la

valeur nominale compte tenu des échéances de paiement inférieures à trois mois.

Les créances clients font l'objet de dépréciations au cas par cas en fonction des risques encourus, et de l'évaluation des pertes attendues.

Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Instruments financiers

a) Actifs financiers

La désignation et le classement des actifs financiers sont réalisés lors de la comptabilisation initiale et sont revus à chaque clôture.

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe comptabilise les actifs financiers à la date à laquelle le Groupe devient partie prenante dans les dispositions contractuelles de tels actifs financiers. Les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts directs de transactions lorsque ces actifs ne sont pas classés en tant qu'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

A chaque clôture, le Groupe évalue s'il y a une indication objective de dépréciation. Par exemple, une baisse prolongée ou significative de la juste valeur en dessous du coût d'un actif financier est considérée comme un indicateur objectif de dépréciation.

Le Groupe gère plusieurs catégories d'instruments financiers, et leurs classements dépendent de la finalité de chaque acquisition.

Ces catégories sont détaillées comme suit :

- 1) Placements détenus jusqu'à leur échéance : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que le Groupe a la ferme intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.
Ils sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et dépréciés en cas de pertes de valeur en contrepartie du compte de résultat.
- 2) Prêts et créances : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, à paiements déterminés ou

déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ils sont dépréciés en cas de pertes de valeur en contrepartie du compte de résultat.

Cette catégorie inclut les créances d'exploitation, les dépôts et cautionnements ainsi que les prêts. Les créances clients, ayant une échéance de moins de 12 mois à la date d'arrêté des comptes, sont présentées en actifs courants sous la rubrique «clients et comptes rattachés».

Les créances sur participations, prêts et dépôts et cautionnements ayant une échéance de plus de 12 mois à la date d'arrêté des comptes sont présentés en actifs non courants sous la rubrique «autres actifs immobilisés».

- 3) Actifs financiers en juste valeur par résultat : il s'agit d'actifs financiers dont le Groupe a, dès l'origine, une intention de revente à court terme. Les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat sous la rubrique «autres produits et charges financiers» dans la période au cours desquelles elles interviennent. Cette catégorie regroupe les instruments dérivés de taux que le Groupe SAMSE utilise dans le but de couvrir les risques liés aux variations des taux d'intérêts qui peuvent intervenir dans le cadre des opérations courantes.
- 4) Actifs financiers disponibles à la vente : il s'agit des actifs financiers, autres que les instruments financiers dérivés, n'appartenant pas aux autres catégories. Cette catégorie inclut les participations dans des sociétés cotées ou non, autres que les participations dans les sociétés mises en équivalence et les joint-ventures, que la direction a l'intention de conserver à long terme. Ces participations sont classées en actifs financiers sous la rubrique «autres actifs financiers immobilisés».

Les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres dans la période au cours de laquelle elles interviennent, à l'exception des pertes de valeur relatives aux instruments de dettes.

Lorsque les actifs financiers disponibles à la vente sont vendus ou dépréciés, les ajustements cumulés de variations de juste valeur comptabilisés en capitaux propres sont transférés au compte de résultat. En cas d'appréciation ultérieure de la valeur

d'action classée en actifs disponibles à la vente, les pertes de valeur comptabilisées en résultat ne sont pas reprises en compte de résultat. En revanche, toute appréciation ultérieure de la valeur d'instruments de dettes classés parmi les actifs disponibles à la vente est comptabilisée en résultat.

Lorsque le Groupe est en droit de recevoir un paiement, les produits d'intérêts ou les dividendes liés aux instruments de capitaux propres sont enregistrés dans le compte de résultat à la rubrique «produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie».

b) Opérations de couverture

Les critères de comptabilité de couverture n'étant pas appliqués par le Groupe, les instruments financiers dérivés ne sont pas désignés comme instruments de couverture. Par conséquent, ils ne sont pas comptabilisés selon les principes de la comptabilité de couverture énoncés par IAS 39. Il s'agit de SWAP de taux relatifs à certains emprunts souscrits par le Groupe.

Les variations de juste valeur liées à ces instruments sont directement enregistrées en résultat financier (cf. note 16).

c) Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont évalués initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération. Par la suite, ils sont évalués à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, la différence entre le coût et la valeur de remboursement étant comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée de l'emprunt.

Les dettes financières à long terme comprennent la part des emprunts auprès des établissements de crédit et autres dettes financières diverses dont le terme est supérieur à un an.

Les dettes financières à court terme comprennent la part à court terme des emprunts auprès des établissements de crédit, des autres dettes financières ainsi que les concours bancaires et autres dettes à court terme.

d) Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des actifs et passifs financiers négociés sur un marché actif est déterminée par référence au cours de bourse à la date de clôture dans le cas d'instruments financiers cotés.

L'évaluation de la juste valeur des autres instruments financiers, actifs ou passifs, qui ne sont pas cotés sur un marché actif, est fondée sur différentes méthodes d'évaluation et hypothèses déterminées par le Groupe en fonction des conditions de marché existant à la date de clôture.

e) Décomptabilisation

Le Groupe décomptabilise les actifs financiers lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de ces actifs ont pris fin ou ont été transférés et lorsque le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété des actifs. Par ailleurs, si le Groupe ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété, les actifs financiers sont décomptabilisés dès lors que le contrôle n'est pas conservé.

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque les obligations contractuelles sont levées, annulées ou éteintes.

f) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont constitués de valeurs mobilières de placement liquides, facilement convertibles et qui, à l'origine, ont une échéance inférieure ou égale à trois mois.

Les disponibilités comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse.

Actions propres

Les actions conservées sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. En cas de cession de ces titres totalement ou partiellement, le résultat de cession (avec l'impôt correspondant), est imputé directement dans les capitaux propres et ne contribue donc pas au résultat.

Provisions

Une provision pour risques ou charges est constituée lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers identifié dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable que cela se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie équivalente.

Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont constatées pour leur montant actualisé, c'est à dire la valeur actuelle des

dépenses attendues jugées nécessaires pour régler les obligations correspondantes.

Les variations des provisions enregistrées pour refléter les effets de l'écoulement du temps sont comptabilisées en produits financiers ou charges financières.

– Engagements de retraite et assimilés

Au sein du Groupe, les engagements de retraites regroupent les indemnités de fin de carrière du personnel en activité. Ils sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode tient compte d'hypothèses d'espérance de vie, du taux de rotation du personnel et de l'évolution des salaires. Une actualisation des sommes à verser et un coefficient d'actualisation financière des paiements futurs sont appliqués.

Les engagements sont intégralement provisionnés et correspondent exclusivement au régime de retraite à prestations définies localisé en France, comprenant les indemnités légales de départ à la retraite.

– Cartes de fidélité

Dans les magasins de bricolage, une remise future potentielle accordée au client est calculée sur la base de ses achats successifs.

Ces avantages sont comptabilisés en réduction des ventes, et éventuellement repris en cas d'annulation.

– Litiges

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériels nés dans l'année.

– Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la date d'arrêté des comptes et des charges futures estimées.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires et les autres produits de l'activité sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Ils sont évalués nets des retours, remises et avantages commerciaux

consentis dès lors que les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des produits ont été transférés à l'acheteur ou que le service a été rendu. Le chiffre d'affaires comprend la vente de marchandises et diverses prestations liées à la vente, notamment le transport et le grutage.

Les ventes de marchandises ne comprennent pas d'obligations de performance particulières ou complexes, et les prestations complémentaires de transport proposées par le Groupe sont effectuées sur des durées très courtes. Le chiffre d'affaires inclut également des prestations réalisées envers des fournisseurs, et des opérations promotionnelles. Des détails complémentaires figurent en note 19 de l'annexe.

Les autres produits de l'activité comprennent divers produits de gestion courante.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant comprend l'ensemble des charges de l'exploitation courante y compris les dépréciations de l'actif immobilisé et les dépréciations des écarts d'acquisition directement liés à l'exploitation et affectés par UGT.

Les autres produits et charges de l'exploitation courante, dont notamment les éléments de cessions d'actifs qui entrent dans le cycle de l'exploitation courante à proprement parler, concourent également à la détermination du résultat opérationnel courant.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et charges autres que financiers, ainsi que les résultats de cessions d'actifs immobiliers et les éléments significatifs non récurrents.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels prennent en compte les plus et moins-values liées à la cession d'ensembles immobiliers et tout élément significatif et non récurrent qui fausserait la lecture du résultat opérationnel courant.

Frais d'acquisition

Les coûts liés à l'acquisition d'une entité sont constatés dans le coût des titres en cas de prise d'influence notable, en résultat dans le cas d'une prise de contrôle ou en capitaux propres dans le cas d'une acquisition d'intérêts minoritaires.

Résultat financier

Le résultat financier comprend les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie, le coût de l'endettement financier brut ainsi que divers charges et produits.

Les escomptes de règlements obtenus des fournisseurs ne figurent pas en résultat financier ; ils concourent à la détermination du coût d'achat net des marchandises.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice après déduction des actions conservées par le Groupe.

Le résultat dilué par action est calculé sur la même base de résultat net en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs (notamment les plans d'options sur actions). La méthode utilisée est celle du rachat d'actions au prix de marché. Le prix de marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Informations sectorielles

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits et services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

L'activité du Groupe s'articule autour de deux pôles, le négoce de matériaux de construction et le bricolage sur un même secteur géographique, la France.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles.

Ils comprennent les écarts d'acquisition attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles du secteur. Ils n'incluent ni les impôts différés, ni les autres participations, créances et autres actifs financiers non courants.

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement

attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs.

Contexte général de l'arrêté des comptes

Une vigilance accrue a été portée sur les éventuelles défaillances des clients dont l'insolvabilité est perceptible, et les retards de paiement font l'objet d'une surveillance toute particulière.

Dans une période d'inflation portant le prix de certaines catégories de marchandises, l'évaluation des stocks a particulièrement été analysée pour la clôture des comptes (cf. note 9).

Le contexte économique a été pris en compte, notamment dans la détermination des prévisions utilisées pour les tests de dépréciation.

Le Groupe veille à respecter un équilibre entre ses ressources long terme et ses besoins d'investissements structurels.

La gestion de la trésorerie à court terme est accompagnée d'une surveillance accrue de la solvabilité de ses clients et d'une mise en œuvre de leviers d'amélioration du BFR.

Les facteurs de risque suivants ont été analysés afin de répondre aux Recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers :

- La valeur recouvrable des écarts d'acquisition et autres incorporels proche de la valeur nette comptable, a fait l'objet d'une attention toute particulière.
- Les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des actifs non courants dans le cadre des tests de dépréciation ont fait l'objet de tests de sensibilité. Les dépréciations nécessaires ont été prises en compte dans le résultat de l'exercice.
- Le risque clients a été revu et analysé à la clôture des comptes au 31 décembre 2021.
- Les actifs financiers figurant au bilan du Groupe ne présentent pas de risque significatif ; de même que les équivalents de trésorerie. Il n'y a aucun risque de liquidité en fin d'exercice.
- Le niveau des ratios liés aux covenants a été examiné. Aucune rupture de covenants n'est intervenue en fin d'exercice.

Note 2 - Périmètre de consolidation et évolution au cours de l'année

2.1 - Détentions directes par la société mère

SOCIETES DETENUES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2021		AU 31/12/2020		
			OP CAPITAL DETENU en % DE CONTROLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS	OP CAPITAL DETENU en % DE CONTROLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS	
SAS LA BOITE A OUTILS	- 1 - SAMSE SA	I.G	99,81 %	99,81 %	99,81 %	99,81 %	
SAS REMAT	- 2 - SAMSE SA		TUP dans la société SAMSE avec effet au 1er janvier 2021		100,00 %	100,00 %	
SAS CHRISTAUD	- 3 - SAMSE SA	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	92,99 %	92,99 %	90,54 %	90,54 %
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	- 4 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS BTP DISTRIBUTION	- 5 - SAMSE SA	Dilution	I.G	74,65 %	74,65 %	74,91 %	74,91 %
SAS M+ MATERIAUX	- 6 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS ETS RENE DE VEYLE	- 7 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS DORAS	- 8 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS MAURIS BOIS	- 9 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SARL GET ELECTRIC	SAMSE SA		Cession totale avec perte du contrôle		100,00 %	100,00 %	
SARL REMAT SERVICES	SAMSE SA	Reclassement interne des titres	I.G	100,00 %	100,00 %		
SARL EPPS	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SARL SUD APPRO	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS LEADER CARRELAGES	SAMSE SA		TUP dans la société SAMSE avec effet au 1er janvier 2021		100,00 %	100,00 %	
SAS BLANC MATERIAUX	SAMSE SA		I.G	77,50 %	77,50 %	77,50 %	77,50 %
SAS ZANON TRANSPORTS	SAMSE SA		I.G	75,00 %	75,00 %	75,00 %	75,00 %
SAS MAT APPRO	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LA REGLE	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI H2O IMMO	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LE BOURG	SAMSE SA		I.G	99,60 %	99,60 %	99,60 %	99,60 %
SCI CELESTIN CHASSIEU	SAMSE SA		I.G	99,00 %	99,00 %	99,00 %	99,00 %
SCI DU ROUSSILLON	SAMSE SA		I.G	99,00 %	99,00 %	99,00 %	99,00 %
SCI VALMAR	SAMSE SA		I.G	96,00 %	96,00 %	96,00 %	96,00 %
SCI DU VIEUX PORT	SAMSE SA		I.G	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %
SCI CARREFOUR DE CHESNES	SAMSE SA		Reclassement interne des titres et Dissolution - Liquidation				
SCI BRANLY	SAMSE SA		I.G	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
SCI LES ARTISANS	SAMSE SA		I.G	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
SCI CHARPIEU	SAMSE SA		I.G	0,14 %	0,14 %	0,14 %	0,14 %
SAS DEGUERRY SAMSE	SAMSE SA		TUP dans la société SAMSE avec effet au 1er janvier 2021		100,00 %	100,00 %	
SAS BOURG MATERIAUX	SAMSE SA		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SAS TARARE MATERIAUX	SAMSE SA		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SAS MATERIAUX SIMC	- 11 - SAMSE SA		MEQ	44,60 %	44,60 %	44,60 %	44,60 %
SAS PLATTARD SAS	- 10 - SAMSE SA		MEQ	33,99 %	33,99 %	33,99 %	33,99 %
SAS DIDIER	SAMSE SA		MEQ	25,00 %	25,00 %	25,00 %	25,00 %

Légende : I.G - Intégration Globale - MEQ - Mise en Équivalence

2.2 - Détentions indirectes ou conjointes par les filiales

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE DANS LE GROUPE SAMSE	AU 31/12/2021		AU 31/12/2020	
				OP CAPITAL DETENU en % DE CONTROLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	OP CAPITAL DETENU en % DE CONTROLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE
- 1 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE LA BOITE A OUTILS							
SAS EDB AUBENAS	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	70,00 %	69,87 %	70,00 %	69,87 %
SAS EDB FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	50,00 %	49,91 %	50,00 %	49,91 %
SAS COMPTOIR FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	50,00 %	49,91 %	50,00 %	49,91 %
SAS EDB NIMES	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	70,00 %	69,87 %	70,00 %	69,87 %
SAS EDB ARLES	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	70,00 %	69,87 %	70,00 %	69,87 %
SCI IMMOBILIERE DIJON	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00 %	99,81 %	100,00 %	99,81 %
SCI IMMOBILIERE MENNECY	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00 %	99,81 %	100,00 %	99,81 %
SCI IMMOBILIERE MOISERIE	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00 %	99,81 %	100,00 %	99,81 %
SCI IMMOBILIERE FONTAINE	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00 %	99,81 %	100,00 %	99,81 %
SCI ENTREPOT NIMES	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00 %	39,92 %	40,00 %	39,92 %
SCI CHABER	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00 %	39,92 %	40,00 %	39,92 %
SCI ENTREPOT FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00 %	39,92 %	40,00 %	39,92 %
SAS RG BRICOLAGE	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	39,98 %	39,90 %	39,98 %	39,90 %
SCI LE CARREAU	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	20,00 %	19,96 %	20,00 %	19,96 %
- 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE REMAT							
SARL REMAT SERVICES	SA REMAT	Reclassement interne des titres - TUP de REMAT dans SAMSE				100,00 %	100,00 %
SCI CARREFOUR DE CHESNES	SA REMAT	Reclassement interne des titres - TUP de REMAT dans SAMSE				69,88 %	69,88 %
- 3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE CHRISTAUD							
SAS CELESTIN MATERIAUX	SA CHRISTAUD	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	100,00 %	92,99 %	98,16 %	88,87 %
SAS BILLMAT	SA CHRISTAUD		I.G	100,00 %	92,99 %	100,00 %	90,54 %
SAS LE COMPTOIR	SAS CELESTIN MATERIAUX	TUP dans la société CELESTIN MATERIAUX avec effet au 1er janvier 2021				100,00 %	88,87 %
- 4 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE HENRY							
SARL SCIERIE ET SECHOIRS DU DAUPHINE	SAS HENRY		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SARL DAUPHINOISE DE TRANSPORTS ET AFFRETEMENT	SAS HENRY		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SARL SCIERIE JOURDAN	SAS HENRY	TUP dans la société ETS PIERRE HENRY ET FILS avec effet au 1er janvier 2021				100,00 %	100,00 %
- 5 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE BTP DISTRIBUTION							
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	SAS BTP DISTRIBUTION		I.G	100,00 %	74,66 %	100,00 %	74,91 %
SCI BRANLY	SAS BTP DISTRIBUTION		I.G	40,00 %	29,86 %	40,00 %	29,96 %
SCI LES ARTISANS	SAS BTP DISTRIBUTION		I.G	40,00 %	29,86 %	40,00 %	29,96 %
- 6 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE M+ MATERIAUX							
SCI MINETTI	SAS M+ MATERIAUX		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE DANS LE GROUPE SAMSE	AU 31/12/2021		AU 31/12/2020	
				OP CAPITAL DETENU en % DE CONTROLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	OP CAPITAL DETENU en % DE CONTROLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE
- 7 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE RENE DE VEYLE							
SCI DU ROUSSILLON	SAS RENE DE VEYLE		I.G	1,00 %	1,00 %	1,00 %	1,00 %
SCI VALMAR	SAS RENE DE VEYLE		I.G	4,00 %	4,00 %	4,00 %	4,00 %
SCI CHARPIEU	SAS RENE DE VEYLE		I.G	99,86 %	99,86 %	99,86 %	99,86 %
SCI VIEUX PORT	SAS RENE DE VEYLE		I.G	10,00 %	10,00 %	10,00 %	10,00 %
SCI CHASSIEU	SAS RENE DE VEYLE		I.G	1,00 %	1,00 %	1,00 %	1,00 %
SCI LE BOURG	SAS RENE DE VEYLE		I.G	0,40 %	0,40 %	0,40 %	0,40 %
- 8 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE DORAS							
SARL FAVERET	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS MENUISERIE RENOVATION	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS SOCOBOIS	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SPRL BELPARMAT	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI DES MINES	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI DE LA BOUDEAUDE	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI IMMODOR	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI JURADOR	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI DES ESSARDS	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI DES ABATTOIRS	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI TETE AU LOUP	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LA JONCTION	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI MONBOUTOT LA TOUR	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LE PETIT FORT	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI SAINT GEORGES	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI GUILLEMIER	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LE PETIT BOUREY	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI POUSSON COSNE	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LOUIS PERGAUD	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SC DU CLOS BIZOT	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SA DIJON BETON	SAS DORAS		MEQ	23,30 %	23,30 %	23,30 %	23,30 %
SCI ESPACE +	SAS DORAS		MEQ	20,00 %	20,00 %	20,00 %	20,00 %
- 9 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE MAURIS BOIS							
SAS LOIRE MATERIAUX	SAS MAURIS BOIS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

2.3 - Sociétés détenues par les groupes intégrés par mise en équivalence

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2021		AU 31/12/2020	
				OP CAPITAL DETENU en % DE CONTROLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	OP CAPITAL DETENU en % DE CONTROLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE
DANS LE GROUPE MEO							
-10- PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE PLATTARD							
SAS PLATTARD CARRELAGES	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS PLATTARD NEGOCE	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS PLATTARD BETON	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS PLATTARD INDUSTRIES	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS PLATTARD GRANULATS	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS SOREAL	SAS PLATTARD GRANULATS		I.G	96,10 %	96,10 %	96,10 %	96,10 %
SAS OLLIER BOIS	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS THIMONIER TRANSPORTS	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS CHUZEVILLE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	75,00 %	75,00 %	75,00 %	75,00 %
SCI ODETTE	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS APM	SAS PLATTARD		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SAS BOURG MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SAS TARARE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SARL ALBON PREFA	SAS PLATTARD INDUSTRIES		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
ANCYCLA (EX BEAUJOLAISE DE RECYCLAGE)	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SARL DDM	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SAS ETABLISSEMENTS DARGAUD	SAS PLATTARD		MEQ	34,43 %	34,43 %	34,43 %	34,43 %
SAS DP GRANULATS	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	32,50 %	32,50 %	32,50 %	32,50 %
-11- PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE MATERIAUX SIMC							
SAS TRANSMATLOG	SAS MATERIAUX SIMC	Création sur 2021	I.G	100,00 %	100,00 %		
SAS MS MATERIAUX	SAS MATERIAUX SIMC		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %

2.4 - Evolution du périmètre de consolidation au cours de l'année 2021

Acquisitions d'intérêts minoritaires

Sociétés	Date	Activité	Evolution du %	% de détention au 31/12/2021	Société détentrice
SAS CELESTIN MATERIAUX	04/01/2021	Négoce	1,84	100,00	SA CHRISTAUD
SA CHRISTAUD	05/01/2021	Négoce	2,45	92,99	SA SAMSE

Opérations de restructuration interne par voie de transmission universelle de patrimoine

Sociétés	Date effective	Activité	Société absorbante
SAS REMAT	01/01/2021	Négoce	SA SAMSE
SAS LEADER CARRELAGES	01/01/2021	Négoce	SA SAMSE
SAS DEGUERRY SAMSE	01/01/2021	Négoce	SA SAMSE
SAS LE COMPTOIR	01/01/2021	Négoce	SAS CELESTIN MATERIAUX
SARL SCIERIE JOURDAN	01/01/2021	Négoce	SAS HENRY

Pertes de contrôle - Cessions

Sociétés	Date effective	Activité	Evolution du %	% de détention	Société détentrice
SARL GET ELECTRIC	02/07/2021	Négoce	-100,00	0,00	SA SAMSE

Sorties du périmètre par voie de dissolution - liquidation

Sociétés	Date effective	Activité	Société détentrice
SCI CARREFOUR DE CHESNES	22/12/2021	Négoce	SA SAMSE

Informations complémentaires :

Les mouvements de périmètre qui affectent les sous-groupes consolidés par mise en équivalence ne sont pas traités dans l'évolution du périmètre de consolidation.

Ces mouvements concernent les sociétés SAS PLATTARD et SAS MATERIAUX SIMC.

L'information figure cependant dans la page précédente, dans la colonne intitulée «évènements de l'année».

Les comptes consolidés du Groupe SAMSE, établis au 31 décembre 2021, regroupent les comptes des sociétés mentionnées ci-dessus et peuvent se résumer ainsi :

	Au 31/12/2021		Au 31/12/2020	
	France	Etranger (1)	France	Etranger (1)
Nombre de sociétés				
Société mère et sociétés consolidées par intégration globale	63	1	69	1
Sociétés consolidées par mise en équivalence	13		13	
sous - total	76	1	82	1
TOTAL	77		83	

(1) Société belge (BELPARMAT) détenue par la SAS DORAS. Société sans activité commerciale, non significative au niveau du Groupe SAMSE.

2.5 - Evènements postérieurs à la clôture des comptes

– La société LOIRE MATERIAUX a été absorbée par MAURIS BOIS et la société BILLMAT par CHRISTAUD, par voie de fusion simplifiée, avec effet au 1^{er} janvier 2022.

- Le contexte sanitaire actuel n'a pas d'impact significatif sur les comptes du premier trimestre 2022.
- Compte tenu du contexte géopolitique actuel, la visibilité reste faible sur l'évolution du marché des deux secteurs opérationnels du Groupe. Sa solidité financière permet toutefois d'envisager l'année 2022 avec une certaine confiance.

2.6 - Principaux contributeurs significatifs du Groupe (+ de 10 % du chiffre d'affaires)

Valeurs nettes consolidées	Au 31 décembre 2021					Total consolidé
	SAMSE	LA BOITE A OUTILS	DORAS	M+ MATERIAUX	Autres filiales	
Actifs non courants (y compris les écarts d'acquisition)	146 953	87 726	53 479	63 537	208 212	559 907
Endettement financier hors Groupe	141 860	44 107	52 298	46 149	66 444	350 858
Trésorerie au bilan	89 789	4 531	20 179	10 337	20 929	145 765
Flux de trésorerie liés à l'activité	38 946	14 709	6 361	12 209	27 452	99 677
Dividendes versés dans l'exercice et revenant à la société cotée SAMSE		6 723	1 476	1 021	8 372	17 592

Note 3 – Ecarts d'acquisition

3.1 - Evolution des écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	Écarts d'acquisition
Valeur brute	
à l'ouverture de l'exercice	68 017
Augmentations / Acquisitions	
Diminutions / Sorties	
à la clôture de l'exercice	68 017
Dépréciations	
à l'ouverture de l'exercice	25 353
Dépréciations / pertes de valeur	930
à la clôture de l'exercice	26 283
Valeur nette	
à l'ouverture de l'exercice	42 664
à la clôture de l'exercice	41 734

3.2 - Détail des écarts d'acquisition à l'ouverture et à la clôture de l'exercice

	A l'ouverture	Mouvements				A la clôture
		Augmentations acquisitions	Diminutions sorties	Dépréciations	Virements	
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	12 918					12 918
SAS DORAS	6 407					6 407
SAS M+ MATERIAUX	4 286					4 286
SAS ZANON TRANSPORTS	2 286					2 286
SAS DEDB	1 722					1 722
SA SAM	1 433					1 433
SAS GAMAG	1 320					1 320
SAS TS HABITAT	1 300					1 300
SAS LA BOITE A OUTILS	706					706
SA BENET	669					669
SAS CO DI PLAST	619					619
RUDIGOZ	577					577
SAS BILLMAT	564					564
SAS SOCOBOIS	536					536
PLOTON	523					523
SOVAPRO & SOVAPRO MHD	494					494
SAS DEGUERRY	442					442
SAS LEADER CARRELAGES	543			110		433
SA ROCH MATERIAUX	385					385
SAS ETS ROGER CLEAU	1 117			750		367
SAS BLANC MATERIAUX	340					340
CSI MATERIAUX	282					282
SAS TC-HP	237					237
SAS EXPOTEO	204					204
LASSERE	189					189
SAS MATERIAUX DES ALPES	182					182
SARL LECHENNE	176					176
SAS ENTREPÔT DU BRICOLAGE FROMENT	176					176
SA FRANCHEVILLE MATERIAUX	169					169
SARL ISO-NEG	167					167
SAS FOREZ MAT	161					161
SAS MAURIS BOIS	149					149
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	145					145
SA BRICO ALES	132					132
MOTTY	110					110
ORNANS	104					104
SAS LOIRE MATERIAUX	97					97
SAS SGAC	62					62
SAS CLAUDE MATERIAUX	130			70		60
SAS REMAT	27					27
SAS LE COMPTOIR	0					0
AUTRES, INDIVIDUELLEMENT NON SIGNIFICATIFS	578					578
Total	42 664	—	—	930	—	41 734

**Dépréciations des écarts d'acquisition constatées
(en K€)**

Année	Montants	en % des écarts d'acquisition
Antérieures		
à 2012	11 513	
2012	1 495	3,09 %
2013	1 086	2,38 %
2014	2 053	4,38 %
2015	1 685	3,66 %
2016	2 085	4,68 %
2017	1 080	2,52 %
2018	525	1,15 %
2019	1 470	3,26 %
2020	2 361	5,53 %
2021	930	2,23 %

Pertes de valeur

L'UGT (Unité Génératrice de Trésorerie) est définie dans le Groupe SAMSE, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des flux de trésorerie (cash-flow) indépendants des flux de trésorerie générés par les autres actifs ou groupes d'actifs.

La réflexion sur la détermination des UGT a été alimentée par l'examen des critères suivants :

- Existence ou non d'un marché actif,
- Importance des relations de dépendance économique entre les différentes unités,
- Découpage opérationnel : manière dont le management organise son reporting,
- Découpage stratégique : manière dont le management prend ses décisions de poursuite ou d'abandon d'activités.

L'implantation des sites répond parfois à plusieurs de ces critères.

Le critère déterminant qui a été retenu est le découpage opérationnel. Ainsi, l'UGT retenue est devenue le site physique (notion d'agence ou de magasin).

Cependant, il existe quelques exceptions pour des sites répondant à un découpage stratégique sur des marchés peu actifs.

Dans ce cas, l'UGT retenue est un ensemble de deux agences, interdépendantes économiquement. Cela concerne 19 couples de 2 sites physiques sur 310 UGT.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan «Titres mis en équivalence».

Les écarts d'acquisition au 31 décembre 2021 se répartissent par secteur d'activité sur un même secteur géographique (la France) comme suit :

Négoce	37 461
Bricolage	4 273

Les écarts d'acquisition sont affectés par unité ou groupe d'unités génératrices de trésorerie.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une description détaillée par entité juridique (cf. tableau ci-dessus).

Sur l'ensemble des écarts d'acquisition, UGT par UGT, c'est l'UGT de la société HENRY sur le site de Saint Hilaire du Rosier qui représente le montant le plus important, soit 31 % du montant total des écarts d'acquisition.

Il faut noter également que l'écart d'acquisition concernant DORAS correspond à un ensemble de 48 UGT.

Les tests de dépréciation réalisés sur les UGT (comprenant les écarts d'acquisition affectés) sont basés sur la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente, il est fait référence aux transactions comparables, en considérant le résultat des transactions récentes portant sur des actifs similaires dans le même secteur d'activité.

La valorisation repose notamment sur des multiples d'agrégats comptables (chiffre d'affaires et résultat d'exploitation).

Si la juste valeur diminuée des coûts de vente n'est pas corroborée par des transactions comparables, il est alors procédé au calcul de la valeur d'utilité estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs. Des précisions sur la méthode de calcul sont fournies en note 1 - principes comptables - rubrique : dépréciation des écarts d'acquisition.

Sur la base de cette méthode, la valeur recouvrable de chaque UGT à laquelle est affectée une quote-part de la valeur comptable des écarts d'acquisition, fait l'objet d'une analyse permettant de détecter si la valeur d'utilité de l'UGT n'est pas inférieure à la valeur nette comptable de ses actifs.

Cette analyse a conduit à comptabiliser des dépréciations sur les écarts d'acquisition de 3 UGT pour un montant global de 930 milliers d'euros.

L'analyse de sensibilité, consistant à faire varier raisonnablement les paramètres du test, n'a pas conduit à changer la conclusion de celui-ci.

Le Groupe tient compte également du contexte économique de chaque clôture et a retenu pour 2021 des hypothèses opérationnelles pertinentes et mesurées.

Ces hypothèses reposent sur l'expérience du management et la mise en place rigoureuse de plans d'actions portant sur les taux de marge et sur le développement du chiffre d'affaires.

VENTILATION DES ECARTS D'ACQUISITION

	Valeurs nettes
Négoce	
UGT HENRY (Saint Hilaire du Rosier)	12 918
UGT ZANON TRANSPORTS	2 286
UGT DORAS DIJON	1 581
Autres UGT sans écarts d'acquisition individuellement significatifs	20 676
Bricolage	
Ensemble des UGT	4 273
TOTAL	41 734

Note 4 – Autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Marques	Logiciels progiciels	Autres	Total
Valeur brute				
à l'ouverture de l'exercice	392	24 623	679	25 694
Augmentations / Acquisitions		346	47	393
Diminutions / Sorties		36		36
Mouvements de périmètre	Entrées			—
Mouvements de périmètre	Sorties	8		8
Virements		4		4
à la clôture de l'exercice	392	24 929	726	26 047
Amortissements / Dépréciations				
à l'ouverture de l'exercice	—	21 772	519	22 291
Dotations aux amortissements		1 724	47	1 771
Dépréciations / pertes de valeur			1	1
Reprises de dépréciations / pertes de valeur				—
Diminutions / cessions		36		36
Mouvements de périmètre	Entrées			—
Mouvements de périmètre	Sorties	8		8
Virements			1	1
à la clôture de l'exercice	—	23 452	568	24 020
Valeur nette				
à l'ouverture de l'exercice	392	2 851	160	3 403
à la clôture de l'exercice	392	1 477	158	2 027

Note 5 – Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Ensembles immobiliers	Droits d'utilisation locations immobilières IFRS 16	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Droits d'utilisation autres immobilisations IFRS 16	En cours, avances et acomptes	Total
Valeur brute							
à l'ouverture de l'exercice	393 192	183 870	56 503	178 559	12 518	7 021	831 663
Augmentations / Acquisitions	11 265	25 194	4 632	8 107	4 604	10 235	64 037
Diminutions / Sorties	17 168	5 159	3 527	5 695	2 865		34 414
Mouvements de périmètre							
Entrées							0
Mouvements de périmètre							
Sorties	49	420	14	51			534
Virements	3 654		164	1 914	26	-6 906	-1 148
à la clôture de l'exercice	390 894	203 485	57 758	182 834	14 283	10 350	859 604
Amortissements / Dépréciations							
à l'ouverture de l'exercice	218 607	28 903	37 284	130 524	6 009	0	421 327
Dotations aux amortissements	11 374	16 973	4 452	13 666	4 156		50 621
Dépréciations / pertes de valeur	149			72			221
Reprises de dépréciations / pertes de valeur	2 424			303			2 727
Diminutions / cessions	5 202	582	3 281	5 866	2 654		17 585
Mouvements de périmètre							
Entrées							0
Mouvements de périmètre							
Sorties	49	79	13	48			189
Virements	983	-41	-11	-1 021	3		-87
à la clôture de l'exercice	223 438	45 174	38 431	137 024	7 514	0	451 581
Valeur nette							
à l'ouverture de l'exercice	174 585	154 967	19 219	48 035	6 509	7 021	410 336
à la clôture de l'exercice	(1) 167 456	158 311	19 327	45 810	6 769	10 350	408 023

(1) dont 588 milliers d'euros d'actifs immobiliers destinés à la vente (3 379 milliers d'euros au 31 décembre 2020). Ces actifs figurent sur l'état de la situation financière consolidée au niveau de la ligne «Actifs classés comme détenus en vue de la vente».

Les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une analyse approfondie quant à la détermination d'éventuelles pertes de valeur qui auraient pu apparaître au cours de l'année 2021.

En ce qui concerne les ensembles immobiliers, qui représentent 68,9 % des immobilisations corporelles nettes hors IFRS 16, le Groupe a mis en œuvre une démarche identifier tout indice de perte de valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur sur cette catégorie d'actif, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur actuelle.

A titre de règle pratique, le Groupe détermine la valeur vénale ; cette valeur représente le montant qui pourrait être obtenu à la date de clôture ou à une autre date prédéterminée de la vente d'un actif lors

d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

Au 31 décembre 2021, aucune dépréciation pour perte de valeur n'a été constatée.

Conformément à IFRS 5, le Groupe a présenté les actifs destinés à être cédés sur une ligne distincte de l'état de la situation financière. Il s'agit de quatre ensembles immobiliers dont la cession se réalisera à court terme.

5.1 - Écarts de première consolidation affectés

Les valeurs du bilan comprennent les écarts de première consolidation affectés selon détail ci-dessous :

	Valeur brute au 01/01/2021	Valeur nette au 01/01/2021	Entrées dans le périmètre	Sorties du périmètre	Cessions	Valeur brute au 31/12/2021	Valeur nette au 31/12/2021
Terrains	5 233	5 029				5 233	5 029
Constructions	13 522	2 364				13 522	2 015
Total	18 755	7 393	0	0	0	18 755	7 044

5.2.a - Contrats de location financement (crédit-bail immobilier)

	Terrains	Constructions	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	1 493	16 141	17 634
Augmentations / Acquisitions			
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	1 493	16 141	17 634
Amortissements			
à l'ouverture de l'exercice	0	12 832	12 832
Dotations aux amortissements		395	395
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	0	13 227	13 227
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	1 493	3 309	4 802
à la clôture de l'exercice	1 493	2 914	4 407

5.2.b - Contrats de location financement (crédit-bail mobilier)

	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	328	2 719	3 047
Augmentations / Acquisitions		356	356
Diminutions / Sorties	4	82	86
Mouvements de périmètre			0
à la clôture de l'exercice	324	2 993	3 317
Amortissements			
à l'ouverture de l'exercice	241	1 775	2 016
Dotations aux amortissements	32	217	249
Diminutions / Sorties	4	86	90
Mouvements de périmètre			0
à la clôture de l'exercice	269	1 906	2 175
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	87	944	1 031
à la clôture de l'exercice	55	1 087	1 142

5.3.a - Information sur la dette de crédit-bail immobilier

	2021	2020
Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice	302	358
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :		
Moins d'un an	61	57
De 2 à 5 ans	241	264
Plus de 5 ans		37
	302	358

5.3.b - Information sur la dette de crédit-bail mobilier

	2021	2020
Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice	638	579
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :		
Moins d'un an	261	258
De 2 à 5 ans	377	321
	638	579

5.4 - Infrastructures d'exploitation (Terrains et Constructions)

Les infrastructures d'exploitation se répartissent comme suit :
(les infrastructures d'exploitation des sociétés mises en équivalence ne sont pas prises en compte)

Infrastructures d'exploitation du Groupe SAMSE

AGENCES DE NEGOCIE							
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à constructon	superficie en m ²
SA SAMSE							
Aix les Bains	9 766	Gap	33 004	Alès	15 246	Cluses	18 649
Albertville	23 972	Meximieux	27 238	Annonay	17 907	Embrun	13 039
Annemasse	1 123	Modane	4 870	Bernis	11 425	Joyeuse	6 228
Aubenas	24 904	Saint Martin d'Hères	35 961	Cornillon	15 087	Vienne	16 820
Barcelonnette	15 829	Veynes	9 051	Crolles	7 198		
Bellegarde	12 014			Echirrolles (CAREO)	3 000		
Bourg d'Oisans	8 209			Eybens	6 690		
Bourg Saint Maurice	11 689			Gap (CAREO)	2 200		
Briançon	16 552			Guillestre	12 000		
Chambéry	4 968			La Grand Combe	5 700		
Château Arnoux	4 606			Lans en Vercors	4 500		
Corbas	22 416			Le Pont de	15 137		
Digne	19 845			Margencel	12 537		
Digne (CAREO)	3 910			Meythet (CAREO)	2 392		
La Motte Servolex	14 817			Monistrol	8 046		
La Mure	10 000			Montpezat	4 015		
La Tour de Salvagny	15 946			Montréal la Cluse	18 532		
La Tour du Pin	15 307			Nozières	18 085		
Largentière	7 818			Pontcharra	10 000		
Le Pouzin	10 080			Saint Ambroix	14 063		
Lyon	4 114			Saint Etienne	14 431		
Moirans	18 657			Saint Firmin	5 891		
Montélimar	17 519			Saint Jean de	10 151		
Moutiers	6 908			Saint Priest	19 335		
Privas	8 115			Sury Le Comtal	6 762		
Pusignan	10 618			Tassin la demi lune	4 214		
Ruoms	8 635			Vallon Pont d'Arc	4 558		
Saint Etienne de Saint Geoirs	10 063						
Saint Forgeux	6 830						
Saint Genis Laval	24 454						
Saint Genis Pouilly	16 898						
Saint Jean de Maurienne	9 029						
Saint Julien en Genevois	10 671						
Saint Marcellin	13 943						
Saint Pierre d'Albigny	9 335						
Saint Quentin Fallavier	20 000						
Saint Savin	16 881						
Seyne les Alpes	5 207						
Sillingy	31 474						
Sisteron	20 820						
Valence	24 738						
Vif	8 000						
Ville la Grand	19 074						

* Propriété : tènement immobilier dont le Groupe est propriétaire (tènements figurant dans ses actifs).

Tènement mixte : immobilier dont une partie est propriété du Groupe, le reste appartient à un propriétaire externe et fait l'objet d'un bail commercial ou bail à construction.

Location simple : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail commercial.

Bail à construction : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail à construction.

Les superficies exprimées correspondent à la superficie globale des terrains.

Infrastructures d'exploitation du Groupe SAMSE

AGENCES DE NEGOCE					
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²
SAS BLANC MATERIAUX					
		Annot	3 158	Colmars les Alpes	14 925
				La Mure Argens	3 732
SAS LOIRE MATERIAUX					
Meyzieu	18 669			Montélimar	5 000
Sorbiers	21 307				
SA CHRISTAUD					
Aubenas	1 355			Ambarès et Lagrave	3 724
Beaumont les Valence	8 244			Clermont Ferrand	3 222
Bourgoin Jallieu	750			Gap	500
Echirolles	8 618			La Talaudière	413
Voglans	4 000			Lagny sur Marne	2 004
				Lens	4 200
				Montauban	402
				Pusignan	2 520
				Saint Léonard	3 890
				St Germain Laprade	1 980
				Tours	2 000
SAS BILLMAT					
Coutances	7 812			Colombelles	5 615
				Grand Couronne	960
				Ploumagoar	2 823
				St Jacques de la	18 061
				Vire	4 571
SAS CELESTIN MATERIAUX					
Bourgoin Jallieu	8 628			Aubenas	3 739
Chassieu	5 615			Beaumont les Valence	4 764
Irigny	6 275			Castelculier	7 242
				La Talaudière	4 587
				Montauban	4 584
				Nimes	3 645
				Pierrelatte	8 800
				Pusignan	8 010
				Vienne	3 010
				Villeneuve sur Lot	3 909
				Vinsobres	10 600
SAS BTP DISTRIBUTION					
Fegersheim	11 531			Dannemarie sur Crete	16 812
Haguenau	26 420			Etupes	5 700
Richwiller	16 469			Le Bélieu	3 316
Woustviller	14 975			Talange- Hagondange	500
SAS MAURIS BOIS					
Argonay	59 802	Seyssins	16 977	Briançon	4 066
Sallanches	8 775				
Valence	8 236				
Voiron	5 797				
SARL REMAT SERVICES					
				Saint Jean de Moirans	100

AGENCES DE NEGOCF

* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à construction	superficie en m ²
SA DORAS							
Arbois	13 736	Crottet	13 773	Baume les Dames	3 062	Nevers jonction	3 063
Arcv sur Cure	7 003	Luxeuil (Caréo)	3 450	Beaune	23 829		
Besancon	16 300			Bourq en Bresse	4 409		
Bourbon Lancy	9 572			Boz	9 969		
Béthoncourt	12 548			Brethnav	5 658		
Chalindrey	6 206			Chenôve 6	42 250		
Chenôve	33 030			Chenôve Bois	700		
Ciel	9 344			Châlon sur Saone	5 154		
Cluny	9 845			Dion	11 970		
Corbianv	9 700			Dion Dr Quionard	14 924		
Cosne sur Loire	8 547			Fain les Montbard	12 430		
Decize	7 596			Montceau les Mines	400		
Delle	8 000			Nuits Saint Georoes	10 124		
Dole	17 000			Ormans	6 019		
Dracv le Fort	42 335			Polisot	5 017		
Gueuanon	7 698			Remiremont	10 352		
Is sur Tille	14 162			Rioz	10 457		
Joianv	7 588			Saint Dizier	10 614		
Lanores	11 473			Saint Marcel	24 130		
Le Creusot	9 054			Saint Thibault	5 213		
Lons le Saunier	17 430			Saint Usaee	11 208		
Macon	12 468			Toucy	11 828		
Montceau les Mines	20 238						
Moulins Enailbert	5 779						
Nevers Saint Eloi	18 162						
Pont sur Yonne	6 467						
Pontarlier	15 214						
Saint Satur	5 612						
Sainte Colombe sur Seine	10 554						
Semur en Auxois	11 507						
Seurre	6 900						
Torc v le Grand	5 619						
Vesoul	10 286						
Villegusien le Lac	11 323						

SAS SOCOBOIS

				Rosières-près-	38 622		
SAS M+ MATERIAUX							
Aade	7 956	Hosseaur	3 405	Aoen	13 869		
Berqerac	15 000	Sarlat	23 981	Ales	9 046		
Carcassonne	6 324			Arelès	5 688		
Castelainest (Socobois)	32 424			Aureilhan	5 195		
Castres	7 819			Baillarques	15 179		
Claira	11 510			Baillarques PPI	7 100		
Conqénies	7 296			Brive	14 173		
Le Buisson de Cadouin	12 285			Béziers	10 550		
Pevriac-Minervois	4 413			Canhoes	4 000		
Saint Loubes	7 717			Castanet Tolosan	9 264		
Saint Jean d'Ilac	12 310			Castelqainest	8 000		
Villeneuve s/ Lot (Allez)	20 091			Colombiers	4 000		
				Colombiers 2	3 300		
				Cornebarrieu	10 977		
				Dax	4 800		
				Fenouillet	6 722		
				Floirac	3 790		
				Frontignan	4 666		
				Lézignan-Corbières	8 978		
				Mauquo 2	2 028		
				Montauban	12 620		
				Montpellier	7 915		
				Montredon	12 587		
				Mouquerre	7 015		
				Mérianac charoente	8 591		
				Mérianac PPI	2 050		
				Naves (Tulle)	7 510		
				Nimes	8 750		
				Paulhan	5 218		
				Perpignan (Caréo)	1 101		
				Perpignan REH	1 900		
				Portet sur Garonne	7 309		
				Périqueux	13 620		
				Ria	6 736		
				Rodez	6 622		
				Roques	6 500		
				Saillaqouse	1 500		
				Saint Alban	3 898		
				Saint Chely d'Apcher	3 980		
				Salles	9 068		

Infrastructures d'exploitation du Groupe SAMSE

MAGASINS DE BRICOLAGE							
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à construction	superficie en m ²
SAS LA BOITE A OUTILS							
Annecy (Seynod)	17 203	Bassens	23 400	Alès	16 702	Albertville	8 900
Annemasse	14 276	Décines	9 498	Aubenas	14 245		
Arles	20 000	Saint Jean de Moirans	31 059	Dijon	19 423		
Briançon	10 008			Drumettaz	9 000		
Château-Thierry	16 016			Gap	8 029		
Echirolles	23 543			La Tour du Pin	12 429		
L'Isle d'Abeau	11 910			Le Pont de Beauvoisin	8 769		
Le Creusot	11 184			Margencel	13 346		
Narbonne	15 880			Montélimar	15 383		
Nîmes	18 136			Privas	944		
Saint Julien en Genevois	2 285			Remiremont	9 002		
Saint Martin d'Hères	14 146			Romans	8 000		
Thyez	17 816			Saint Jean de Maurienne	11 278		
				Thonon	9 138		
				Sallanches	14 065		
UNITES LOGISTIQUES							
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à construction	superficie en m ²
SA SAMSE							
Brézins	107 759			Viriville	8 329		
SAS LA BOITE A OUTILS							
Brézins	11 400						
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS							
				Saint Hilaire du Rozier	37 620		
				Vinay/Beaulieu	26 363		
SA CHRISTAUD							
Brezins (ex LOG-EAU)	700						
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ							
				Haguenau	1 000		
SARL SUD APPRO							
				Potelières	2 100		
CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES							
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à construction	superficie en m ²
SARL EPPS							
Aix les Bains	642			Barcelonnette	665	Vitrolles	600
Beaumont les Valence	465			Cadenet	614		
Gap	550			Meyreuil	641		
La Motte Servolex	463			Mouans Sartoux	280		
La Mure	467			Saint Savin	636		
La Tour de Salvagny	223			Valence	665		
Lyon	240			Le Pont de Beauvoisin	666		
Montélimar	667						
Pusignan	220						
Ruoms	657						
Saint Etienne de Saint Geoirs	360						
Saint Marcellin	222						
Sillingy	667						
Vif	487						
CENTRES ADMINISTRATIFS							
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à construction	superficie en m ²
SA SAMSE							
Brézins	12 000						
SA DORAS							
Chenôve	1 300						
SAS M+ MATERIAUX							
Claira	1 000						
SIEGE SOCIAL GROUPE							
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à construction	superficie en m ²
SA SAMSE							
Grenoble	21 420						

Le Groupe SAMSE au travers de ses deux activités (négoce de matériaux de construction et bricolage) est propriétaire de 121 points de vente.

147 points de vente sont en location dans le cadre de baux commerciaux ou de baux à construction, et 14 sites sont mixtes avec une partie des surfaces

en propriété, le reste faisant l'objet de locations immobilières.

Les superficies mentionnées ci-après, sont totalement utilisées pour l'exploitation.

Le nombre de points de vente est de 282 dont 250 pour l'activité négoce et 32 pour l'activité bricolage. Au total, cela représente une superficie de 3 057 335 m², dont 2 622 322 m² pour l'activité négoce et 435 013 m² pour l'activité bricolage.

En outre, le Groupe SAMSE dispose de 7 Unités Logistiques dont la Plateforme de stockage de Brézins, de 3 centres administratifs et d'un Siège Social pour une superficie globale de 230 991 m².

Le Groupe SAMSE dispose également de 22 centrales photovoltaïques réparties sur une surface totale de 11 097 m².

Note 6 – Titres mis en équivalence

6.1 - Valeur des titres mis en équivalence

à l'ouverture de l'exercice		49 469
Augmentations		7 868
Diminutions		2 502
Mouvements de périmètre	Entrée	
Mouvements de périmètre	Sortie	
à la clôture de l'exercice		54 835

6.2 - Détails des titres mis en équivalence (1)

	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
PLATTARD (Groupe)	28 189	25 560
MATERIAUX SIMC (Groupe)	16 268	14 401
SADIJON BETON	2 744	2 863
SAS BOURG MATERIAUX	2 023	1 597
SAS RG BRICOLAGE	1 937	1 959
SCI ENTREPOT FROMENT	1 312	1 142
SAS DIDIER	1 153	1 039
SCI CHABER	827	723
SCI ENTREPOT NIMES	192	155
SAS TARARE MATERIAUX	102	-56
SCI LE CARREAU	80	75
SCI ESPACE PLUS	8	11
Total	54 835	49 469

(1) dont écarts d'acquisition affectés (cf. note 6.4)

6.3 - Informations générales sur les entreprises associées et coentreprises :

Toutes les entreprises associées du Groupe sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Il n'existe pas de coentreprise significative au niveau du Groupe SAMSE.

Les informations générales sur les sociétés mises en équivalence sont détaillées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	% de détention	QP de capitaux propres avant résultat	Résultat de l'exercice	Quote part de résultat	Dividendes ou quote part de résultat reçus	Chiffre d'affaires	Secteur d'Activité	Effectif moyen
données consolidées								
PLATTARD (Groupe)	33,99	24 745	10 132	3 444	816	239 509	Négoce	575
MATERIAUX SIMC (Groupe)	44,60	13 849	5 424	2 419	496	169 237	Négoce	534
SA DIJON BETON	23,30	2 788	-189	-44	75	26 028	Négoce	57
SAS BOURG MATERIAUX	50,00	1 600	846	423	0	19 035	Négoce	34
SAS RG BRICOLAGE	39,98	1 142	1 988	795	823	18 803	Bricolage	65
SAS DIDIER	25,00	963	758	190	75	14 600	Négoce	45
SCI ENTREPOT FROMENT	40,00	1 002	775	310	140	1 496	Bricolage	0
SCI CHABER	40,00	723	259	104	0	431	Bricolage	0
SCI LE CARREAU	20,00	59	99	20	14	73	Bricolage	0
SCI ENTREPOT NIMES	40,00	155	94	38	0	1 056	Bricolage	0
SCI ESPACE PLUS	20,00	-5	64	13	16	48	Négoce	0
SAS TARARE MATERIAUX	50,00	-55	314	157	0	4 764	Négoce	13

Les deux principales entités du Groupe mises en équivalence sont le Groupe PLATTARD et MATERIAUX SIMC. Ces deux entités appartiennent au secteur opérationnel «négoce».

Les éléments financiers de ces deux entités pour les exercices 2021 et 2020, établis en conformité avec les normes IFRS, se résument comme suit :

	Groupe PLATTARD		MATERIAUX SIMC		Autres entités négoce		Entités bricolage	
	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Chiffre d'affaires	239 509	201 630	169 237	159 601	64 475	54 411	21 859	20 372
Résultat opérationnel courant	12 707	9 019	8 256	5 414	2 565	1 893	4 744	4 700
Résultat net	10 218	6 662	5 425	4 059	1 795	1 429	3 215	3 285
Autres éléments du résultat global	0	0	-151	-175	4	-31	13	16
Résultat global total	10 218	6 662	5 274	3 884	1 799	1 398	3 228	3 301
Part attribuable aux actionnaires	10 132	6 588	5 274	3 884	1 799	1 398	3 228	3 301
Part attribuable aux intérêts non contrôlants	86	74	0	0	0	0	0	0
Actifs non courants	105 269	96 888	59 204	60 604	11 135	7 787	35 256	34 884
Actifs courants (y compris actifs destinés à être cédés)	114 191	98 042	75 804	65 201	25 620	24 434	4 915	4 277
Dettes non courantes	66 683	59 917	43 560	47 233	4 691	2 964	24 805	24 202
Dettes courantes	69 318	59 325	55 678	46 987	13 559	11 847	5 146	5 490
Actifs nets	83 459	75 688	35 770	31 585	18 505	17 410	10 220	9 469
Part attribuable aux actionnaires	82 934	75 199	35 770	31 585	18 505	17 410	10 220	9 469
Part attribuable aux intérêts non contrôlants	525	489	0	0	0	0	0	0
Quote part d'actifs nets à l'ouverture de l'exercice	25 560	24 136	14 036	12 781	4 922	4 453	3 715	3 123
Résultat global total attribuable au Groupe	3 444	2 239	2 352	1 738	741	532	1 271	1 306
Dividendes reçus	816	816	496	425	166	56	977	753
Autres mouvements / Cessions	1		10	-58	6	-7		39
Quote part d'actifs nets à la clôture de l'exercice	28 189	25 560	15 902	14 036	5 503	4 922	4 009	3 715
Ecarts d'acquisition	0	0	366	366	527	527	338	338
Titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice	28 189	25 560	16 268	14 402	6 030	5 449	4 347	4 053

6.4 - Ecarts d'acquisition des sociétés mises en équivalence

	au 31/12/2021	au 31/12/2020
SA DIJON BETON	235	235
SAS MATERIAUX SIMC	366	366
SAS RG BRICOLAGE	338	338
SAS DIDIER	292	292
Total	1 231	1 231

Note 7 – Titres de sociétés non consolidées

7.1 - Informations générales sur les titres de sociétés non consolidées

(en milliers d'euros)	% de détention	Capitaux propres avant résultat	Résultat net de l'exercice	Valeur comptable brute des titres détenus	Dépréciation des titres	Valeur nette comptable des titres détenus	Juste Valeur des titres détenus	Dividendes reçus	Chiffre d'affaires	Secteur d'activité	Effectif moyen
SA DUMONT INVESTISSEMENT	7,78	59 589	18 959	22 238	0	22 238	33 613	282	2 133	Négoce	4
SAS MCD	25,00	78	383	18	0	18	18	155	10 761	Négoce	5
DIVERS	0,00	0	0	5	0	5	5	0	0	Négoce	0
Total		59 667	19 342	22 261	0	22 261	33 636	437	12 894		9

7.2 - Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente

En fin d'exercice, les titres DUMONT INVESTISSEMENT ont été appréciés à leur juste valeur pour un montant de 33 613 milliers d'euros

et la variation nette de juste valeur de l'année a été comptabilisée dans les capitaux propres pour un montant de 11 331 milliers d'euros.

Détail de la variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres :

Plus value potentielle au 31 décembre 2020	3 180
Juste valeur transférée au compte de résultat / cessions de l'exercice	-3 136
Impact de la réévaluation des titres acquis au 31 décembre 2021	11 331
Plus value potentielle au 31 décembre 2021	11 375
Variation de la juste valeur des actions DUMONT INVESTISSEMENT sur l'exercice 2021	11 331
Variation constatée dans les capitaux propres	11 331

Valeur des titres au 01/01/2021	Cessions de titres au cours de l'exercice 2021	Acquisitions de titres au cours de l'exercice 2021	Impact de la réévaluation des titres acquis au 31/12/2021	Valeur des titres au 31/12/2021
24 638	-8 389	6 033	11 331	33 613

Les actions DUMONT INVESTISSEMENT sont valorisées selon une méthode fixée par un expert indépendant. La méthode est basée sur une approche patrimoniale consistant à ajouter aux capitaux propres de la société la plus-value théorique dégagée entre la valeur comptable des actions SAMSE détenues à l'actif du bilan et leur valorisation selon la méthodologie définie par l'expert indépendant.

En application de cette méthode d'évaluation, la valeur de l'action DUMONT INVESTISSEMENT ressort à 252,22 € au 31 décembre 2021.

Au cours de l'exercice 2021, le Groupe SAMSE a cédé 51 705 titres DUMONT INVESTISSEMENT. Le prix de vente total s'élève à 8 389 milliers d'euros avec une valeur nette comptable des titres cédés équivalente.

7.3 - Evolution des titres de sociétés non consolidées

Valeur brute	
à l'ouverture de l'exercice	24 761
Augmentations / Acquisitions	6 033
Diminutions / Sorties	8 389
Variation de juste valeur des titres acquis au 31 décembre 2021 (par capitaux propres)	11 331
à la clôture de l'exercice	33 736
Dépréciations	
à l'ouverture de l'exercice	100
Dotations	
Reprises	
à la clôture de l'exercice	100
Valeur nette	
à l'ouverture de l'exercice	24 661
à la clôture de l'exercice	33 636

Note 8 – Autres actifs financiers immobilisés

(en milliers d'euros)	Créances sur participation (1)	Autres actifs financiers	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	8 669	2 517	11 186
Augmentations / Acquisitions	2 372	608	2 980
Diminutions / Sorties		65	65
Mouvements de périmètre			—
Virements		-26	-26
à la clôture de l'exercice	11 041	3 034	14 075
Dépréciations			
à l'ouverture de l'exercice		12	12
Dotations		21	21
Reprises		5	5
Mouvements de périmètre			—
Virements			—
à la clôture de l'exercice		28	28
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	8 669	2 505	11 174
à la clôture de l'exercice	11 041	3 006	14 047
(1) détail des créances sur participations			
SCI ENTREPOT NIMES	7 546		
SCI ENTREPOT FROMENT	1 773		
SAS BOURG MATERIAUX	900		
SAS TARARE MATERIAUX	822		
Total	11 041		

Analyse par nature d'instruments financiers :

	Valeur nette	
	2021	2020
Actifs financiers disponibles à la vente :		
Titres de participation non consolidés	33 636	24 661
Prêts, créances et dettes émis par l'entreprise :		
Créances sur participations	11 041	8 669
Autres actifs financiers	3 006	2 505
Total	47 683	35 835

Au 31 décembre 2021, l'ensemble de ces actifs ne présente pas de risque de non recouvrement.

Note 9 – Stocks de marchandises

(en milliers d'euros)	2021			2020		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Marchandises Négoce	295 208	17 988	277 220	232 308	15 058	217 250
Marchandises Bricolage	76 558	3 484	73 074	64 215	2 880	61 335
Total	371 766	21 472	350 294	296 523	17 938	278 585

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche.

Ils sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats. Une provision pour dépréciation, effectuée article par article, est calculée en tenant compte du taux de rotation du stock depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence liée à l'évolution

des techniques utilisées. Dans un contexte de marché impacté par une inflation très forte sur certaines familles de produits combiné à une probabilité importante de baisse significative des prix de vente sur l'exercice à venir, une provision pour dépréciation des stocks a été comptabilisée pour un montant de 3,5 millions d'euros au 31/12/2021, et non déduite fiscalement.

Note 10 – Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	2021			2020		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Clients et comptes rattachés Négoce	211 836	27 785	184 051	208 097	29 056	179 041
Clients et comptes rattachés Bricolage	2 921	139	2 782	1 807	205	1 602
Total	214 757	27 924	186 833	209 904	29 261	180 643

La provision pour dépréciation des comptes clients a fait l'objet pour chaque société du Groupe, d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.

10.1 - Balance âgée des créances clients

	Valeur brute 2021	Valeur brute 2020
Non échues	165 570	157 868
Retard n'excédant pas un mois	11 020	9 451
Retard compris entre un et deux mois	5 844	5 126
Retard compris entre trois et cinq mois	4 052	4 154
Au-delà	28 271	33 305
Total	214 757	209 904

Les créances clients résultent des ventes réalisées, et sont réparties sur l'ensemble du périmètre du Groupe.

Il n'existe pas de concentration majeure du risque de non recouvrement.

Le Groupe applique cependant une politique de prévention du risque client par un recours à l'assurance-crédit et autres formes de garantie.

En règle générale, le Groupe est amené à constater une dépréciation pour les retards au-delà de trois mois.

Le tableau suivant, indique le % de provision constaté sur les retards de paiements considérés :

	2021	2020	% de variation
Créances clients échues depuis 1 mois et au-delà (H.T.)	31 806	35 488	-10,38
Provision constatée	27 924	29 261	-4,57
% de créances impayées couvertes par une provision	87,79	82,45	

10.2 - Provisions pour dépréciation

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		2021	2020
Provisions pour dépréciation en début d'exercice		29 261	25 694
Dotations de l'exercice aux provisions		6 279	9 379
Reprises de provisions pour dépréciation :		7 616	5 812
▪ utilisées (1)		3 613	3 038
▪ non utilisées		4 003	2 774
Mouvements de périmètre	entrée		
Mouvements de périmètre	sortie		
Provisions pour dépréciation en fin d'exercice		27 924	29 261

(1) pertes sur créances irrécouvrables (enregistrées dans le poste «Autres produits et charges de l'exploitation courante»).

Note 11 – Autres créances d'exploitation

(en milliers d'euros)	2021			2020		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Autres créances négoce (1)	103 010	63	102 947	92 655	1 522	91 133
Autres créances bricolage (1)	22 125		22 125	12 832	12	12 820
Charges constatées d'avance négoce	2 496		2 496	3 210		3 210
Charges constatées d'avance bricolage	657		657	657		657
Total	128 288	63	128 225	109 354	1 534	107 820

(1) détail ci-après

	2021	2020
(1) Les autres créances d'exploitation qui représentent un montant global net de : se décomposent de la manière suivante :	125 072	103 953
Remises, rabais et ristournes à recevoir (a)	49 046	46 044
Fournisseurs débiteurs (a)	24 829	18 029
Avoirs et sommes diverses à recevoir (a)	14 036	10 593
Créances sur cessions d'immobilisations	183	331
Créances de TVA	29 597	20 888
Débiteurs divers	4 777	4 082
Créances sociales	622	751
Etat - impôt sur les sociétés	1 565	2 254
Autres créances fiscales	399	960
Autres créances diverses	18	21

Les autres créances de l'exploitation sont constituées principalement des remises, rabais et ristournes à recevoir des fournisseurs.

(a) Les CPV (Conditions Particulières de Ventes) correspondent aux remises accordées pour l'exercice par les fournisseurs sur la base de dispositions contractuelles et de volumes d'achats réalisés.

Les COOP (Services de Coopérations Commerciales) donnent lieu à des facturations émises sur la base de contrats de prestations de services dont le contenu et la rémunération sont définis entre les fournisseurs et la société.

A la clôture de l'exercice, la Direction évalue les avoirs à recevoir relatifs aux CPV sur la base des dispositions contractuelles définies avec chaque fournisseur et des statistiques d'achats issues du système de gestion de Groupe. La provision pour avoirs à recevoir est diminuée des avoirs versés par ces fournisseurs et comptabilisés au cours de l'exercice relatifs à ces contrats.

Les factures à établir relatives aux COOP sont estimées sur la base des contrats conclus pour l'exercice et pour lesquels les prestations ont été effectuées mais non encore facturées.

Compte tenu des intérêts financiers communs entre les différentes sociétés du Groupe SAMSE et afin d'améliorer la facturation, le recouvrement et le règlement des CPV et COOP, une convention de centralisation des règlements a été établie, pour une durée indéterminée.

Les schémas de comptabilisation de cette convention conduisent à faire apparaître distinctement les montants des créances et des dettes relatives à ces opérations.

Les soldes figurant en créances et en dettes correspondent aux positions avec les sociétés mises en équivalence.

Aucune des autres créances ne présente un risque significatif de non recouvrement ; ce qui explique le faible montant des provisions pour dépréciation.

Note 12 – Disponibilités et équivalents de trésorerie

	au 31/12/2021	au 31/12/2020
Valeurs mobilières de placement négoce	20 069	21 257
Valeurs mobilières de placement bricolage	—	—
Disponibilités négoce	119 125	107 002
Disponibilités bricolage	6 571	12 999
Total	145 765	141 258

Trésorerie nette à la clôture

	2021	2020
Valeurs mobilières de placement	20 069	21 257
Disponibilités	125 696	120 001
Trésorerie passive	-6 397	-2 766
Total	139 368	138 492

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse, ainsi que les valeurs mobilières de placement constituées de comptes de dépôt à terme et de SICAV monétaires en euros.

Ces valeurs mobilières répondent aux différents critères pour pouvoir être reconnues en équivalents de trésorerie : il s'agit de placements à court terme

qui à l'origine ont une échéance inférieure ou égale à trois mois (la durée de placement peut aller jusqu'à six mois si tous les autres critères sont respectés), très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les critères d'IAS 7 des placements à court terme sont respectés.

Note 13 – Capitaux propres

13.1 - Composition du capital social

Le capital social entièrement libéré est constitué par 3 458 084 actions de 1 € de valeur nominale chacune.

Nombre d'actions de la société en circulation			
	Actions émises	Actions propres détenues	Actions en circulation
	3 458 084	12 903	3 445 181

13.2 - Capitalisation boursière

Actions émises	Cours de bourse au 31/12/2021	Capitalisation boursière en €
3 458 084	206,00	712 365 304

Évolution du capital social au cours des quatre dernières années :

	Valeur nominale de l'action en €	Nombre d'actions émises	Nombre d'actions total	Augmentation de capital	Montant du capital social en €
Au 31 décembre 2018	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2019	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2020	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2021	1	0	3 458 084	0	3 458 084

13.3 - Intérêts non contrôlants

	2021	2020
La part hors Groupe dans les réserves représente un montant de :	7 093	8 196
La part hors Groupe dans le résultat représente un montant de :	3 040	2 489
Total	10 133	10 685

- Rachat d'intérêts minoritaires sur les sociétés CHRISTAUD et CELESTIN MATERIAUX

Le rachat d'intérêts minoritaires sur ces entités n'a pas engendré d'incidence significative sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2021.

Les intérêts non contrôlants du Groupe SAMSE sont principalement issus des entités suivantes :

Nom de l'entité	Secteur d'activité	Part détenue par les intérêts non contrôlants (en %)	
		2021	2020
ENTREPOT DU BRICOLAGE FROMENT	Bricolage	50,09	50,09
COMPTOIR FROMENT	Bricolage	50,09	50,09
BTP DISTRIBUTION	Négoce	25,34	25,09
LA BOITE A OUTILS	Bricolage	0,19	0,19

Les informations financières relatives aux entités mentionnées ci-dessus, préparées en conformité avec les normes IFRS, se résument comme suit :

<i>(données avant élimination interco. avec les autres entités du Groupe)</i>	EDB FROMENT		COMPTOIR FROMENT		BTP DISTRIBUTION		LA BOITE A OUTILS	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Chiffre d'affaires	20 680	19 007	25 280	21 380	65 802	54 417	340 077	301 437
Résultat opérationnel courant	1 237	1 558	2 786	2 264	4 004	2 800	23 728	19 515
Résultat net	841	1 090	1 974	1 616	2 888	2 000	16 469	13 219
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	421	546	989	809	725	502	31	25
Autres éléments du résultat global	3	-3	1	15	2		325	-133
Résultat global total	844	1 087	1 975	1 631	2 890	2 000	16 794	13 086
Résultat global total - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	423	544	989	817	732	502	32	25
Actifs non courants	7 014	7 143	10 990	7 517	4 715	4 204	143 886	138 298
Actifs courants	5 080	4 918	5 237	4 527	27 282	21 927	103 310	81 018
Dettes non courantes	4 715	4 352	6 243	2 747	2 781	2 621	50 156	53 342
Dettes courantes	4 453	4 495	5 522	5 145	12 825	9 545	98 009	80 677
Actifs nets	2 926	3 214	4 462	4 152	16 391	13 965	99 031	85 297
Actifs nets - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	1 466	1 610	2 235	2 080	4 153	3 504	188	162
Flux de trésorerie généré par l'activité	899	2 205	2 141	2 838	647	2 597	13 873	36 345
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	343	-47	-183	-348	-12	-117	-12 922	-26 872
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 638	-1 348	-2 219	-1 798	-771	-1 138	-8 695	-387
Augmentation ou diminution de la trésorerie	-396	810	-261	692	-136	1 342	-7 744	9 086
Dividendes versés aux intérêts non contrôlants au cours de l'exercice	567	444	834	626	126	108	6	9

13.4 - Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capitaux propres solide pour préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et faire face au développement futur de l'activité.

Le Groupe porte une attention particulière au rendement des capitaux propres et au niveau des dividendes versés.

Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 18 mai 2021.

Le pourcentage maximum du capital dont le rachat est autorisé est de 10 %.

Le prix d'achat unitaire maximum a été fixé à 220 €.

13.5 - Titres d'autocontrôle

	2021	2020
Nombre d'actions	12 903	12 114
Montant en K€	1 450	1 197
Valeur d'inventaire :	2 580	1 835

Ces titres figurent pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Ils sont affectés soit à l'attribution d'actions aux salariés dans le cadre de la participation des salariés, soit à l'animation du marché.

Ces actions auto-détenues n'ont pas droit de vote.

Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 18 mai 2021. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital.

Sur l'exercice 2021, 9 082 titres ont été acquis et 8 293 ont été cédés.

13.6 - Réserves et résultats nets consolidés - part du Groupe

	2021	2020
Réserves	476 981	444 344
Résultat	93 515	47 356
Total	570 496	491 700

13.7.a - Répartition du capital et droits de vote (en %)

	2021		2020	
	% du capital détenu	% en droits de vote	% du capital détenu	% en droits de vote
Nominatifs				
- DUMONT INVESTISSEMENT	77,30	81,52	77,30	81,47
- BME FRANCE	0,00	0,00	0,00	0,00
- CREDIT MUTUEL EQUITY SCR	5,28	6,45	5,28	6,45
- DIVERS	2,65	3,24	2,74	3,33
Sous-total	85,23	91,21	85,32	91,25
Porteurs				
- FCP CENTIFOLIA	2,31	1,41	2,75	1,68
- NOVA 2	1,08	0,66	0,00	0,00
- AUTO-DETENTION	0,37	0,00	0,35	0,00
- DIVERS	11,01	6,72	11,58	7,07
Sous-total	14,77	8,79	14,68	8,75
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

13.7.b - Répartition du capital et droits de vote (en nombre de voix et nombre d'actions)

	2021		2020	
	Actions détenues	Droits de vote	Actions détenues	Droits de vote
Nominatifs				
- DUMONT INVESTISSEMENT	2 673 161	4 615 682	2 673 161	4 615 682
- BME FRANCE	0	0	0	0
- CREDIT MUTUEL EQUITY SCR	182 725	365 450	182 725	365 450
- DIVERS	91 546	182 924	94 538	188 930
Sous-total	2 947 432	5 164 056	2 950 424	5 170 062
Porteurs				
- FCP CENTIFOLIA	80 000	80 000	95 000	95 000
- NOVA 2	37 340	37 340	0	0
- AUTO-DETENTION	12 903	0	12 114	0
- DIVERS	380 409	380 409	400 546	400 546
Sous-total	510 652	497 749	507 660	495 546
Total	3 458 084	5 661 805	3 458 084	5 665 608

Note 14 – Provisions

14.1 - Détail des provisions pour risques et charges

	2021			2020		
	Courant	Non Courant	Total	Courant	Non Courant	Total
Provisions pour litiges	1 491	983	2 474	2 075	572	2 647
Autres provisions pour risques et charges	387	337	724	802	781	1 583
Provisions pour retraites et autres obligations		17 463	17 463		18 801	18 801
Provisions pour restructurations	576		576	404		404
Total	2 454	18 783	21 237	3 281	20 154	23 435

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.

Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériels nés dans l'année.

Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la

date d'arrêté des comptes et des charges futures estimées.

Elles sont de natures diverses ; on retrouve notamment des provisions liées à des affaires prud'homales et à des risques et charges de l'exploitation courante.

14.2 - Evolution des provisions

	Litiges	Risques et charges	Retraites et autres obligations	Restructurations	Autres	Total
à l'ouverture de l'exercice	2 647	1 583	18 801	404	—	23 435
Dotations	1 082	631	1 619	264		3 596
Reprises utilisées	1 034	945	1 794	92		3 865
Reprises non utilisées	221	545	247			1 013
Variations de périmètre	Entrées					—
Variations de périmètre	Sorties					—
Ecart actuariel constaté en capitaux propres			-30			-30
Virements			-886			-886
à la clôture de l'exercice	2 474	724	17 463	576	—	21 237

détail de la provision pour risques et charges :

Provision pour garantie donnée aux clients	37
Provision pour travaux	172
Provision pour charges de personnel	149
Provision pour risques et charges divers	366

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - des provisions sont constatées lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé et que cette obligation peut être estimée de manière fiable. Le montant comptabilisé correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture des comptes.

Les provisions pour litiges sont calculées à partir d'informations recueillies auprès du service commercial qui recense les réclamations des clients.

Le Groupe comptabilise également des provisions fondées sur des données statistiques établies sur la base de son expérience passée et sur des hypothèses déterminées face au risque attendu sur des produits techniques récents qui peuvent s'altérer plus rapidement que prévu.

14.3 - Engagements de retraite et médailles du travail.

A – Provisions pour indemnités de fin de carrière

Il n'existe pas, pour le Groupe, de régime de retraite à prestations définies, autre que les indemnités légales de départ à la retraite en France.

Les régimes à prestations définies sont comptabilisés au bilan, sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture.

Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges de l'exercice.

La provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à 15 177 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

	Cadres	Non cadres		Cadres	Non cadres
	activité négoce			activité bricolage	
16 - 25 ans	0,00 %	19,00 %	16 - 25 ans	1,00 %	16,00 %
26 - 30 ans	5,00 %	15,00 %	26 - 30 ans	5,00 %	15,00 %
31 - 35 ans	7,00 %	13,00 %	31 - 35 ans	5,00 %	15,00 %
36 - 40 ans	6,00 %	9,00 %	36 - 40 ans	4,00 %	11,00 %
41 - 45 ans	7,00 %	9,00 %	41 - 45 ans	7,00 %	9,00 %
46 - 50 ans	6,00 %	8,00 %	46 - 50 ans	6,00 %	7,00 %
51 - 55 ans	3,00 %	4,00 %	51 - 55 ans	1,00 %	9,00 %
56 - 67 ans	0,00 %	0,00 %	56 - 67 ans	0,00 %	6,00 %

Paramètres techniques

La table de survie retenue est la table INSEE 2020.

La méthode de calcul retenue est la méthode des unités de crédits projetés.

Le taux d'actualisation utilisé est le taux IBOXX € corporate AA 10+.

Le taux retenu s'élève à 0,87% au 31 décembre 2021 (contre 0,33 % en 2020).

	en milliers d'euros
Coût des services rendus	543
Coût de l'actualisation	-51
Ecart actuariels (1)	30
Impact IFRIC (cf. note 1)	874

(1) Enregistrés directement dans les autres éléments du résultat global

Sensibilité des hypothèses actuarielles

L'impact d'une variation de - 15 points de base sur le taux d'actualisation générerait une variation de + 1,8 % du montant total de l'engagement.

La provision a été calculée selon les paramètres suivants :

Paramètres économiques

Augmentation annuelle des salaires : Taux

Cadres : 2 % (2 % en 2020)
Non cadres : 2 % (2 % en 2020)

Paramètres sociaux

Départ à l'initiative du salarié, sauf dérogation individuelle entre 65 et 67 ans pour les cadres et non cadres.

Le taux de charges sociales retenu est de 41 % pour l'ensemble des catégories.

Le taux de turn-over annuel a été établi par tranche d'âge de la façon suivante :

Le Groupe n'a pas couvert l'engagement de retraite par des versements significatifs à un fonds sur l'exercice 2021.

La reprise nette de l'exercice s'élève à : 1 396 milliers d'euros.

Cette reprise se répartit de la façon suivante :

B – Médailles du travail

Au 31 décembre 2021, cette provision représente un montant de 2 287 milliers d'euros.

Le calcul de cette provision s'effectue selon les divers paramètres suivants :

Durée de travail					
pour l'attribution de la médaille du travail :			20, 30, 35 et 40 ans		
Paramètres					
détermination d'un coefficient de mortalité selon la table INSEE 2020					
détermination d'un coefficient de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise d'après les taux annuels de turnover suivants :					
	Cadres	Non cadres		Cadres	Non cadres
	activité négoce			activité bricolage	
16 - 25 ans	0,00 %	19,00 %	16 - 25 ans	1,00 %	16,00 %
26 - 30 ans	5,00 %	15,00 %	26 - 30 ans	5,00 %	15,00 %
31 - 35 ans	7,00 %	13,00 %	31 - 35 ans	5,00 %	15,00 %
36 - 40 ans	6,00 %	9,00 %	36 - 40 ans	4,00 %	11,00 %
41 - 45 ans	7,00 %	9,00 %	41 - 45 ans	7,00 %	9,00 %
46 - 50 ans	6,00 %	8,00 %	46 - 50 ans	6,00 %	7,00 %
51 - 55 ans	3,00 %	4,00 %	51 - 55 ans	1,00 %	9,00 %
56 - 67 ans	0,00 %	0,00 %	56 - 67 ans	0,00 %	6,00 %

Le taux de charges sociales retenu est de 41 % pour l'ensemble des catégories.

Le taux d'augmentation annuelle des salaires retenu pour les cadres et les non cadres s'élève à 2 % (taux identique à celui de 2020).

14.4 - Provisions cartes de fidélité (programme de fidélisation des clients)

La carte fidélité est un outil de fidélisation de la clientèle mis en place dans les magasins de bricolage. Au fur et à mesure de leurs achats, les clients obtiennent des avantages valorisés en euros qu'ils peuvent par la suite utiliser en déduction de leurs futurs passages en caisse.

Règle d'obtention des avantages :

- Pour un montant d'achats compris entre 0,01 € et 19,99 € : 0,10 € cumulés sur la carte.

– Puis 0,10 € seront cumulés par tranche de 10 € d'achats supplémentaires.

Les avantages accumulés n'ont pas de date de fin de validité à condition d'au minimum un passage en caisse par année civile, et ne sont pas convertibles en espèces.

Ces avantages sont comptabilisés en réduction des ventes, et éventuellement repris en cas d'annulation.

L'impact de ce programme de fidélisation minore le chiffre d'affaires de l'activité bricolage de 446 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Note 15 – Impôts sur les résultats et impôts différés

15.1 - Détail de la charge d'impôt

	2021	2020
Charge d'impôt exigible	36 100	26 463
Impôts différés	-3 332	-2 386
Total	32 768	24 077

15.2 - Impôts différés au bilan

	2021	2020
Impôts différés actifs	6 195	5 947
Impôts différés passifs	5 123	7 595
Impôts différés nets	1 072	-1 648

Les impôts différés actifs relatifs aux reports déficitaires s'élèvent à 1 511 milliers d'euros (5 702 milliers d'euros en base) au 31 décembre 2021, contre 1 147 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Les déficits cumulés n'ayant pas donné lieu à la constitution d'un impôt différé actif s'élèvent à 1 162 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

15.3 - Impôts différés

	2021	2020	Variation
2021/2020			
IMPOTS DIFFERES ACTIFS			
à l'ouverture de l'exercice	5 947	2 166	3 781
Produit de l'exercice		4 260	-4 260
Charge de l'exercice	1 859		1 859
Impacts réserves	-232		-232
Mouvements de périmètre			
Entrées			0
Mouvements de périmètre			
Sorties	3	48	-45
Virements	2 342	-431	2 773
à la clôture de l'exercice	6 195	5 947	248
IMPOTS DIFFERES PASSIFS			
à l'ouverture de l'exercice	7 595	7 089	506
Produit de l'exercice	5 188		5 188
Charge de l'exercice		1 874	-1 874
Impacts réserves	374	-884	1 258
Mouvements de périmètre			
Entrées			
Mouvements de périmètre			
Sorties		53	-53
Virements	2 342	-431	2 773
à la clôture de l'exercice	5 123	7 595	-2 472
VALEUR NETTE			
à l'ouverture de l'exercice	-1 648	-4 923	3 275
à la clôture de l'exercice	1 072	-1 648	2 720
Variation nette des impôts différés	2 720	3 275	

15.4 - Preuve d'impôts

	2021	2020
Résultat net des sociétés intégrées (hors quote-part de résultat -sociétés MEQ-)	88 687	43 948
Impôt exigible	36 100	26 463
Impôts différés	-3 331	-2 386
RESULTAT AVANT IMPOT (A)	121 456	68 025
Dépréciation des écarts d'acquisition	930	2 361
Impact des différences permanentes	454	690
Retraitement des paiements en actions	-921	
Swaps	-13	-17
Reports déficitaires non reconnus sur l'exercice	822	542
Consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	-3 651	-480
Impact des dividendes	628	412
ID sur titres mis en équivalence	550	138
Plus-values exonérées	59	-163
Quote-part des résultats des sociétés transparentes	13	-379
Gains et pertes liés à des variations de parts d'intérêts avec prise de contrôle		
Effets des bases sans impôt différé	600	194
Dépenses de mécénat ouvrant droit à crédit d'impôt	708	233
BASE FISCALE	121 635	71 556
Taux de l'impôt	26,50	31,00
IMPOT THEORIQUE	32 233	22 182
Contribution sociale (3,3 %)	763	516
Crédit d'impôt	-412	-198
Impôts différés: impact des lois de finance 2018 et 2020 (1)	-851	3 103
Impact du taux d'impôt à 26,5 % / 27,5 % (2)	790	
Impact du taux d'impôt à 28 % / 31 % (2)		-1 530
Impôts liés à des redressements	245	
Divers	1	4
CHARGE REELLE D'IMPOT (B)	32 769	24 077
Taux réel de l'impôt	26,94	33,65
Taux d'impôt apparent (B/A)	26,98	35,39

(1) Incidence de l'application progressive du taux d'impôt sur les sociétés à 25 % pour les impôts différés à long terme. Le principal impact concerne les impôts différés relatifs aux amortissements dérogatoires et la provision pour engagements de retraite. La totalité des impacts liés à la baisse du taux a été enregistrée en résultat, les effets relatifs aux autres éléments du résultat global étant peu significatifs.

(2) Incidence de la réduction progressive du taux d'impôt sur les sociétés.

15.5 - Principaux éléments à l'origine des impôts différés

	2021	2020
Congés payés	96	-89
Participation des salariés	1 108	1 011
Provisions pour indemnités de fin de carrière	-369	609
Amortissements dérogatoires, amortissements et provisions à caractère fiscal	581	898
Taxes C3S et Tascom	63	35
Activation des déficits	296	696
Crédit bail et contrats de locations	336	1 936
Ecart évaluation terrains et constructions	120	868
Impôts différés: impact des lois de finance 2018 et 2020 (cf. note 15.4)	851	-3 103
Autres	-362	414
Total	2 720	3 275
Variation des impôts différés actif	248	3 781
Variation des impôts différés passif	2 472	-506
Total	2 720	3 275

	2021	2020
Analyse de la variation nette des impôts différés :		
Charge ou produit d'impôts différés au compte de résultat	3 329	2 386
Impôts différés sur les écarts d'évaluation des terrains et constructions des sociétés entrées dans le périmètre		
Impôts différés sur les entrées ou sorties du périmètre	-3	5
Impôts différés sur les retraitements impactant les réserves	-606	884
Total	2 720	3 275

Note 16 – Passifs financiers courants et non courants

16.1 - Détail des dettes financières

	Valeur bilan au 31/12/2021			Valeur bilan au 31/12/2020		
	Non courants	Courants	Total	Non courants	Courants	Total
Locations financement	618	322	940	622	315	937
Locations simples - IFRS 16 (1)	151 658	20 778	172 436	148 043	19 805	167 848
Emprunts	114 188	50 273	164 461	130 655	55 604	186 259
Engagements de rachat de minoritaires	3 499		3 499	2 799		2 799
Autres financements	3 101	22	3 123	3 681	25	3 706
Instruments financiers dérivés		2	2	5	10	15
Total des passifs financiers (hors concours bancaires)	273 064	71 397	344 461	285 805	75 759	361 564
Concours bancaires courants		6 397	6 397		2 766	2 766
Total des passifs financiers (avec concours bancaires)	273 064	77 794	350 858	285 805	78 525	364 330

(1) Les mouvements d'augmentation de dette de l'exercice s'élèvent à 30,4 M€ (ces mouvements n'impactent pas le tableau de flux de trésorerie), et les remboursements à 20,7 M€.

16.2 - Échéances des dettes courantes et non courantes

	au 31/12/2021 ECHEANCES			au 31/12/2020 ECHEANCES		
	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans
Emprunts et dettes financières	77 794	178 659	94 405	78 525	188 446	97 359
Fournisseurs et comptes rattachés	243 255			217 753		
Autres dettes	170 510			140 462		
Total	491 559	178 659	94 405	436 740	188 446	97 359

16.3 - Risques de crédit, de liquidité et de marché (cf chapitre 3.4 du Document de Référence)

Le Groupe est normalement exposé aux risques de taux d'intérêt et de liquidité. La gestion de ces risques est centralisée au niveau de la Direction Administrative et Financière.

- Le risque de taux est suivi de manière régulière. Les emprunts souscrits par le Groupe sont libellés en taux fixe et en taux variable.
- Les opérations de couverture de taux à la clôture de l'exercice s'élèvent à 714 milliers d'euros dont 714 milliers d'euros à moins d'un an. Ces opérations sont valorisées et contrôlées tous les trimestres (calcul de la valeur de marché des opérations de couverture en application de la norme IAS 39).
- Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de liquidité. Il s'assure que ses lignes de crédit permettent de financer notamment les dépenses d'investissements opérationnels.

Le Groupe dispose d'une centralisation de trésorerie interne et, en fonction des besoins de trésorerie, il peut faire appel à des concours bancaires.

Le montant des découverts autorisés à la clôture de l'exercice s'élève à 150 M€.

Les découverts ont été utilisés pour 6 397 milliers d'euros soit en % : 4,3.

Certains emprunts souscrits par le Groupe sont soumis à des «covenants» susceptibles d'entraîner un remboursement anticipé en cas de non-respect. Les calculs des ratios financiers afférents aux «covenants» sont effectués sur une base annuelle et doivent être respectés au 31 décembre.

Le Groupe s'est engagé à respecter le covenant suivant au 31 décembre 2021 :

- Endettement global net élargi au crédit-bail / Fonds propres. Ce ratio doit être inférieur à 1.

Au 31 décembre 2021, ce ratio financier est respecté et s'élève à 0,35.

La dette financière concernée représente 15 678 milliers d'euros à fin décembre 2021 (contre 19 981 milliers d'euros au 31 décembre 2020).

- Dans le cadre de ses différents programmes d'opérations sur actions propres, le Groupe SAMSE a acquis au cours de l'exercice 9 082 actions et en a cédé 8 293.

Au 31 décembre 2021, le Groupe SAMSE est propriétaire de 12 903 actions propres. A cette date, ces actions sont valorisées à leur valeur historique pour 1 450 milliers d'euros. La valeur d'inventaire de ces actions au 31 décembre 2021 est de 2 580 milliers d'euros.

Les valeurs mobilières du Groupe SAMSE sont représentées essentiellement par des comptes à terme d'une valeur de 20 069 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de change et l'ensemble de sa dette financière est libellée en euro.

17.4 - Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

Les autres financements à court terme s'élèvent à 6 397 milliers d'euros et sont relatifs à des découverts bancaires.

16.5 - Valorisation des SWAP

La valorisation des SWAPS à la valeur de marché au 31 décembre 2021 a conduit le Groupe à comptabiliser un produit financier de 13 milliers d'euros.

Le tableau, ci-dessous récapitule par SWAPS, l'ensemble des opérations en valeur au 31 décembre 2021.

N°SWAP	Au 31/12/2021	VALORISATION SWAPS 31/12/2021			Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
	Capital restant couvert (en €)	Échéance	SAMSE verse	SAMSE reçoit	Valeur de marché en €	Valeur de marché en €
38	714 285	01/04/2022	TF 0,25 %	EURIBOR 3M	-2 198	-14 896
	714 285		TOTAL		-2 198	-14 896

16.6 - Encours des dettes financières

Une hausse des taux d'intérêts de 1 % majorerait le coût de l'endettement du Groupe SAMSE de 186 milliers d'euros.

	au 31/12/2021				au 31/12/2020			
	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total
Passifs financiers	77 794	178 659	94 405	350 858	78 525	188 446	97 359	364 330
Taux fixe	66 637	175 848	90 492	332 977	70 302	180 237	91 563	342 102
Taux variable	11 157	2 811	3 913	17 881	8 223	8 209	5 796	22 228
Position nette avant gestion	11 157	2 811	3 913	17 881	8 223	8 209	5 796	22 228
Hors bilan (swaps de taux)	714	0	0	714	1 429	714	0	2 143
Position nette après gestion	10 443	2 811	3 913	17 167	6 794	7 495	5 796	20 085

16.7 - Détermination de l'endettement financier net

	2021	2020
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		
Emprunts et dettes	164 402	186 177
Intérêts courus sur dettes et agios bancaires	59	82
Dettes relatives au crédit bail	940	937
Dettes locations simples	172 436	167 848
Dettes rattachées à des participations (1)	3 078	3 663
Dettes diverses	47	58
Engagements de rachat de minoritaires	3 499	2 799
Total	344 461	361 564
ENDETTEMENT FINANCIER NET		
Emprunts et dettes financières	344 461	361 564
Trésorerie nette	139 368	138 492
Total	205 093	223 072
VALEUR NETTE AU BILAN		
Dettes à long terme	273 064	285 805
Dettes à court terme	77 794	78 525
Total des dettes	350 858	364 330
Disponibilités et Equivalents de Trésorerie	145 765	141 258
ENDETTEMENT FINANCIER NET	205 093	223 072
(1) Détail des dettes rattachées à des participations		
RG BRICOLAGE	2 205	3 105
DUMONT INVESTISSEMENT		
SCI ENTREPOT FROMENT	870	555
SCI CHABER	3	3
Total	3 078	3 663

Note 17 – Fournisseurs et comptes rattachés

	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Fournisseurs négoce	203 890	184 853
Fournisseurs bricolage	39 365	32 900
Total	243 255	217 753

Note 18 – Autres dettes d'exploitation

	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Dettes fiscales et sociales négoce	94 163	72 113
Dettes fiscales et sociales bricolage	31 291	32 689
Dettes sur immobilisations négoce	1 432	1 264
Dettes sur immobilisations bricolage	851	77
Autres dettes négoce	38 749	30 710
Autres dettes bricolage	234	284
Produits constatés d'avance négoce	113	94
Produits constatés d'avance bricolage	3 677	3 231
Total	170 510	140 462

Le poste «Autres dettes négoce» comprend les opérations relatives à la convention de centralisation des règlements des CPV et COOP (cf. note 11).

Note 19 – Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité

19.1 - Détail du chiffre d'affaires

	Au 31/12/2021			Au 31/12/2020		
	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total
Ventes nettes de marchandises	1 323 004	377 138	1 700 142	1 118 441	331 051	1 449 492
Camionnages et prestations de services	43 614	24 128	67 742	40 322	20 040	60 362
Intérêts des créances commerciales	6		6	10		10
Frais fixes de facturation	1 772		1 772	1 687		1 687
Total	1 368 396	401 266	1 769 662	1 160 460	351 091	1 511 551

19.2 - Autres produits de l'activité

	Au 31/12/2021			Au 31/12/2020		
	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total
Produits divers	28		28	1		1
Total	28	0	28	1	0	1

19.3 - Évolution du chiffre d'affaires par activité

	2021	2020	% d'évolution 2021/2020	
			à périmètre "non comparable"	à périmètre "comparable"
Négoce	1 368 396	1 160 460	17,92	17,92
Bricolage	401 266	351 091	14,29	12,05
Total	1 769 662	1 511 551	17,08	16,56

Le chiffre d'affaires à périmètre «non comparable» est le chiffre d'affaires réel du Groupe publié. Pour mesurer sa croissance organique, le Groupe utilise la notion de «comparable» qui consiste à retraiter le chiffre d'affaires des effets de variations

de périmètre significatives intervenues au cours des années 2020 et 2021.

Note 20 – Charges de personnel

20.1.a - Frais de personnel par activité

	2021	2020
Négoce	197 553	170 035
Bricolage	85 640	73 833
TOTAL	283 193	243 868

20.1.b - Charges prises en compte dans les frais de personnel

Participation des salariés		Abondement FCP	
2021	2020	2021	2020
7 492	3 298	3 546	2 085
3 787	3 941	2 387	1 245
11 279	7 239	5 933	3 330

20.1.c - Évolution des frais de personnel

	2021	2020	% d'évolution 2021/2020	
			à périmètre "non comparable"	à périmètre "comparable"
Négoce	197 553	170 035	16,18	16,18
Bricolage	85 640	73 833	15,99	14,13
Total	283 193	243 868	16,13	15,56

20.2 - Détail des effectifs moyens par activité intégrée

SOCIETES	2021	2020
NEGOCE	3 880	3 852
SA SAMSE	1 702	1 638
SAS DORAS	781	824
SAS M+ MATERIAUX	672	627
SAS MAURIS BOIS	139	130
SAS ZANON TRANSPORTS	86	80
SAS SOCOBOIS	85	85
SAS CHRISTAUD	79	69
SAS BTP DISTRIBUTION	77	72
PIERRE HENRY ET FILS (GROUPE)	71	73
SAS CELESTIN MATERIAUX	68	57
SAS BILLMAT	39	43
SAS LOIRE MATERIAUX	31	35
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	20	17
SAS BLANC MATERIAUX	19	19
SAS MAT APPRO	7	8
SA DUMONT INVESTISSEMENT	4	4
SAS REMAT - absorbée par SAMSE sur l'exercice 2021		27
SAS DEGUERRY SAMSE - absorbée par SAMSE sur l'exercice 2021		15
SAS LEADER CARRELAGES - absorbée par SAMSE sur l'exercice 2021		13
SAS LE COMPTOIR - absorbée par CELESTIN MATERIAUX sur l'exercice 2021		11
SARL GET ELECTRIC - cession sur l'exercice 2021		5
BRICOLAGE	2 256	2 100
SAS LA BOITE A OUTILS	1 828	1 706
SAS COMPTOIR FROMENT	107	94
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE FROMENT	104	91
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE AUBENAS	100	92
SAS ENTREPOT ARLES	63	60
SAS ENTREPOT NIMES	54	57
	6 136	5 952

20.3 - Effectifs moyens par catégorie

	2021	2020
Employés et Ouvriers	4 117	4 010
Techniciens, Agents de maîtrise	1 089	1 028
Cadres	930	914
TOTAL	6 136	5 952

Note 21 – Charges externes

	2021	2020	% de variation à périmètre non comparable	% de variation à périmètre comparable
Sous traitance générale	14 103	12 750	10,61	7,65
Locations et transport de biens	10 581	7 176	47,45	47,45
Entretiens et réparations	17 936	14 914	20,26	19,87
Primes d'assurance	5 814	4 901	18,63	18,63
Services extérieurs divers	2 220	1 573	41,13	41,13
Personnel extérieur à l'entreprise	6 461	4 177	54,68	54,15
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	6 701	5 808	15,38	15,38
Publicité, publications et relations publiques	11 488	8 869	29,53	29,30
Déplacements, missions et réceptions	7 582	6 655	13,93	13,72
Frais postaux et télécommunications	3 601	3 377	6,63	6,63
Services bancaires et assimilés	2 705	2 308	17,20	17,20
Autres services	834	713	16,97	16,97
	90 026	73 221	22,95	22,28

Note 22 – Dotations aux provisions et dépréciations

	2021		2020	
	dotations	reprises	dotations	reprises
Dotations pour dépréciation des immobilisations incorporelles				
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles				
Dotations pour dépréciation des immobilisations corporelles	71		472	
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations corporelles		484		181
Net		413	291	
Dotations pour dépréciation des stocks	18 346		15 018	
Reprises de provision pour dépréciation des stocks		14 813		13 552
Net	3 533		1 466	
Dotations pour dépréciation des créances	6 279		9 714	
Reprises de provision pour dépréciation des créances		9 087		6 083
Net		2 808	3 631	
Dotations aux provisions pour risques et charges	3 356		3 207	
Reprises de provisions pour risques et charges		4 877		2 505
Net		1 521	702	
Dépréciations des écarts d'acquisition	930		2 361	
Divers				
Total	28 982	29 261	30 772	22 321
Total Net		279	8 451	

La variation globale des dotations aux provisions et dépréciations nettes entre 2021 et 2020 provient :

des dépréciations nettes :	
des immobilisations incorporelles et corporelles	704
des stocks de marchandises	-2 067
des créances	6 439
des provisions pour risques et charges	2 223
des écarts d'acquisition	1 431
Total Net	8 730

Note 23 – Autres produits et charges de l'exploitation courante

	2021		2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits de cession d'actifs		644		727
Autres produits opérationnels		6 557		7 125
VNC des éléments d'actifs cédés	585		514	
Autres charges opérationnelles	8 306		8 902	
Total	8 891	7 201	9 416	7 852
Net	1 690		1 564	

Note 24 – Autres produits et charges opérationnels

	2021		2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits de cession d'actifs		12 208		31 388
VNC des éléments d'actifs cédés	11 324		24 330	
Autres produits et charges opérationnelles		744	7 471	
Total	11 324	12 952	31 801	31 388
Net		1 628	413	

Passage du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

	2021	2020
Résultat opérationnel courant	122 451	70 633
Détail des autres produits et charges opérationnels :		
Produits de cession de l'actif immobilier	12 208	31 388
VNC des éléments de l'actif immobilier cédés	-11 324	-24 330
Retraitement plus-value de cession sur opération de cession-bail	-586	-4 630
Dépréciations immobilières Négoce		-1 231
Dépréciations immobilières Bricolage		-1 052
Reprises de dépréciations suite aux cessions immobilières	1 978	
Autres produits et charges sur opérations immobilières	61	-305
Cession GET ELECTRIC	12	
Charges liées à des restructurations	-721	-253
Résultat opérationnel	124 079	70 220

Fin décembre 2020, le Groupe a effectué une opération de cession-bail pour 8 ensembles immobiliers. Le produit total des cessions s'est élevé à 28 millions d'euros et une plus-value brute avant impôts de 7 millions d'euros a ainsi été comptabilisée. Cette dernière a été retraitée pour -4,6 millions d'euros, correspondant à l'évaluation des droits d'utilisation résultant des contrats de location et plus particulièrement de la proportion de la valeur nette comptable de l'actif transféré, représentant les droits d'utilisation conservés selon IFRS 16.

Note 25 – Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie

	2021	2020
Produits de valeurs mobilières de placement et autres créances	53	69
Total	53	69

Note 26 – Coût de l'endettement financier brut

	2021	2020
Intérêts et charges assimilées sur emprunts auprès des établissements de crédit	1 310	1 268
Charge financière "IFRS 16"	1 937	1 767
Total	3 247	3 035

Note 27 – Autres produits et charges financiers

	2021		2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Reprise de provisions financières				
Produits des participations		437		399
Produits de cession des immobilisations financières		8 390		336
VNC des immobilisations financières cédées	8 406		139	
Autres produits divers		155		199
Autres charges diverses	1		1	
Dotations aux dépréciations financières	16			
Différences positives de change		60		27
Différences négatives de change	49		50	
	8 472	9 042	190	961
		570		771

Note 28 – Formation du résultat financier

	2021	2020	% de variation
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	53	69	-23,19
Coût de l'endettement financier brut	3 247	3 035	6,99
Coût de l'endettement financier net	-3 194	-2 966	7,69
Autres produits et charges financiers	570	771	-26,07
RESULTAT FINANCIER	-2 624	-2 195	19,54

Note 29 – Charges d'impôt

	2021	2020
Charges d'impôt social	36 100	26 463
Impôts différés	-3 332	-2 386
	32 768	24 077

Note 30 – Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence

	2021	2020
PLATTARD (Groupe)	3 444	2 239
SAS MATERIAUX SIMC	2 419	1 817
SAS RG BRICOLAGE	795	800
SAS BOURG MATERIAUX	423	306
SCI ENTREPOT FROMENT	310	271
SAS DIDIER	190	110
SAS TARARE MATERIAUX	157	72
SCI CHABER	104	99
SCI ENTREPOT NIMES	38	116
SCI LE CARREAU	20	14
SCI ESPACE PLUS	13	11
SA DIJON BETON	-44	42
	7 869	5 897

Note 31 – Résultat par action

	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation
Nombre d'actions à l'ouverture de l'exercice	3 458 084	12 114	3 445 970
Achats d'actions propres en cours d'exercice		789	-789
Nombre d'actions à la clôture de l'exercice	3 458 084	12 903	3 445 181
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice			3 445 944
Résultat net - part attribuable aux actionnaires de la société SAMSE - (en €)			93 514 913
	Résultat par action		27,14

	Actions en circulation	Dilution	Nombre de titres
Nombre moyen pondéré et dilué de titres	3 445 944	0	3 445 944
	Résultat dilué par action		27,14

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'action qui, au dénominateur, rajoute au nombre basique d'actions, le nombre d'actions potentielles qui résultera des instruments dilutifs (stock-options et actions gratuites) déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés.

Le prix du marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Les fonds recueillis à l'exercice des options sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice a été obtenu de la manière suivante :

	Avant pondération	Pondération calculée au prorata temporis	Après pondération
Achats d'actions propres en cours d'exercice	789	-763	26

Note 32 – Engagements Hors Bilan

A - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU PERIMETRE DU GROUPE CONSOLIDE		
I - ENGAGEMENTS DONNES	2021	2020
Engagements de prise de participations	0	0
Total	0	0
B - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU FINANCEMENT DE LA SOCIETE		
I - ENGAGEMENTS DONNES	2021	2020
Garanties financières		
Cautions bancaires sur prêts et découverts	1 317	2 977
II - ENGAGEMENTS RECUS		
Ligne de crédit reçue et non utilisée	0	0
C - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES DE LA SOCIETE		
I - ENGAGEMENTS DONNES	2021	2020
Compromis d'achat immobilier		
Terrains	1 128	803
Ensembles immobiliers	2 880	3 744
Total	4 008	4 547
Cautions données dans le cadre de l'exploitation		
Cautions douanières et diverses	534	321
Indemnités de résiliation de convention de rémunération	0	0
II - ENGAGEMENTS RECUS		
Compromis de vente immobilier		
Ensembles immobiliers	2 910	3 470
Indemnités d'expropriation et de transfert d'activité	0	0
Total	2 910	3 470

Note 33 – Informations sur les transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- la société mère du Groupe (la société DUMONT INVESTISSEMENT),
- les entités qui exercent un contrôle conjoint ou une influence notable,
- les entreprises associées,
- les coentreprises,
- les membres du Comité Exécutif.

Les opérations effectuées avec les filiales intégrées globalement sont éliminées.

Seules subsistent dans les comptes consolidés les opérations effectuées avec les sociétés mises en équivalence et les sociétés avec lesquelles le Groupe a un lien de participation. Ces opérations sont considérées comme des opérations effectuées avec des tiers.

Informations (en milliers d'euros)	TRANSACTIONS		
	Entités mises en équivalence	Autres parties liées	DUMONT INVESTISSEMENT
Produits	50 875	0	33
Charges	8 079	0	4 167
Créances rattachées à des participations	11 041	0	0
Dettes rattachées à des participations	3 078	0	0
Comptes courants intra-groupe :			
	Actifs	3 788	6
	Passifs	32	474

D'une manière générale, les transactions réalisées avec les entités liées sont effectuées selon des conditions de marché.

La société DUMONT INVESTISSEMENT a des membres du «key personnel» commun avec l'émetteur.

Les comptes du Groupe sont intégrés dans les comptes consolidés établis par la SA DUMONT INVESTISSEMENT, société mère du Groupe SAMSE.

Siège social : 2, rue Raymond Pitet
38100 Grenoble
N° Siren : 345 287 734
Date de clôture : 31/12/2021

	2021
Le chiffre d'affaires social réalisé par l'ensemble des sociétés opérationnelles détenues par le Groupe représente un montant global de :	2 553 923
Le passage du social au consolidé s'explique de la manière suivante :	
Élimination du CA des sociétés mises en équivalence	-495 080
Retraitement IFRIC 13	-446
Élimination des opérations réciproques réalisées entre les sociétés consolidées	-288 735
Total	1 769 662

Rémunération des principaux dirigeants :

Cette information figure dans le Rapport sur le gouvernement d'entreprise - Chapitre 2.3 - du Document d'enregistrement universel.

Note 34 – Instruments financiers

A – Instruments financiers inscrits au bilan

(en milliers d'euros)

	Au 31/12/2021		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participation	33 635	33 635	33 635			
Autres actifs financiers non courants	14 046	14 046		14 046		
Clients et comptes rattachés	186 833	186 833		186 833		
Autres actifs financiers courants	128 225	128 225		128 225		
Équivalents de trésorerie	20 069	20 069		20 069		
Trésorerie	125 696	125 696		125 696		
Actifs	508 504	508 504	33 635	474 869		
Passifs financiers non courants	273 064	273 064			273 064	
Fournisseurs et comptes rattachés	243 255	243 255			243 255	
Autres dettes courantes	170 510	170 510			170 510	
Passifs financiers courants	77 794	77 794			77 792	2
Passifs	764 623	764 623			764 621	2

	Au 31/12/2020		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participation	24 661	24 661	24 661			
Autres actifs financiers non courants	11 174	11 174		11 174		
Clients et comptes rattachés	180 643	180 643		180 643		
Autres actifs financiers courants	107 820	107 820		107 820		
Équivalents de trésorerie	100	100		100		
Trésorerie	100	100		100		
Actifs	324 498	324 498	24 661	299 837		
Passifs financiers non courants	285 805	285 805			285 800	5
Fournisseurs et comptes rattachés	217 753	217 753			217 753	
Autres dettes courantes	140 462	140 462			140 462	
Passifs financiers courants	78 525	78 525			78 515	10
Passifs	722 545	722 545			722 530	15

Informations complémentaires

– IFRS 7.37 a - à la date de clôture, l'analyse des actifs financiers selon leur ancienneté ne fait pas apparaître d'actifs à risque qui n'auraient pas été dépréciés.

– IFRS 7.14 - à la date de clôture, il n'y a pas d'actifs financiers donnés en garantie des passifs.

– IFRS 7.39 a - échéancier des passifs : cf note 16.2.

B – Impact des instruments financiers

(en milliers d'euros)

Au 31/12/2021			
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres	
		Juste valeur	Autre
Actifs disponibles à la vente		11 331	
Instruments dérivés	13		
Equivalents de trésorerie			
Total	13	11 331	

Au 31/12/2020			
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres	
		Juste valeur	Autre
Actifs disponibles à la vente		-3 729	
Instruments dérivés	17		
Equivalents de trésorerie			
Total	17	-3 729	

Note 35 – Informations sectorielles consolidées (par nature d'activité)

Il convient de rappeler qu'aucun regroupement de secteurs opérationnels n'a été effectué dans le Groupe SAMSE.

Le Groupe prend en compte deux secteurs d'activité distincts : le négoce et le bricolage qui correspondent aux deux secteurs revus par le principal décideur opérationnel.

Les Unités Génératrices de Trésorerie, qui représentent le niveau le plus bas auquel les écarts d'acquisition font l'objet d'un suivi, sont affectées

systématiquement au secteur opérationnel dont elles dépendent.

Les tests annuels de dépréciation des écarts d'acquisition sont effectués conformément à la norme IAS 36.

Au 31 décembre 2021, le Groupe est structuré en deux secteurs distincts d'activité :

- le négoce de matériaux de construction
- le bricolage

Les résultats par secteur d'activité pour les exercices clos au 31 décembre sont détaillés ci-après :

	2021			2020		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Chiffre d'affaires	1 635 249	423 148	2 058 397	1 374 248	368 126	1 742 374
inter-secteurs	-266 853	-21 882	-288 735	-213 788	-17 035	-230 823
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 368 396	401 266	1 769 662	1 160 460	351 091	1 511 551
Résultat Opérationnel Courant	93 819	28 632	122 451	47 137	23 496	70 633
Résultat Opérationnel	94 738	29 341	124 079	46 705	23 515	70 220
Résultat financier	-1 982	-642	-2 624	-1 710	-485	-2 195
Quote part des résultats des entreprises associées	6 602	1 266	7 868	4 597	1 300	5 897
Impôt			-32 768			-24 077
Résultat net			96 555			49 845

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

	2021			2020		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Dotations aux amortissements	38 440	13 907	52 347	38 999	13 030	52 029
Dépréciations des écarts d'acquisition	930		930	1 361	1 000	2 361
Dépréciations des immobilisations incorporelles			0			0
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	-306	-178	-484	-116	-66	-182
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	71		71	177	295	472
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des créances	-2 730	-78	-2 808	3 577	54	3 631
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des stocks	2 930	603	3 533	1 464	3	1 467
Dotations et reprises de provisions diverses	-1 298	-223	-1 521	472	230	702

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et passifs sectoriels, ainsi que les acquisitions d'actifs pour les exercices clos le 31 décembre :

	2021			2020		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Actifs	1 089 412	227 365	1 316 777	995 171	211 320	1 206 491
Entreprises associées	50 488	4 347	54 835	45 416	4 053	49 469
Total des actifs	1 139 900	231 712	1 371 612	1 040 587	215 373	1 255 960
Total des dettes	655 799	135 184	790 983	621 507	132 068	753 575
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	23 147	11 129	34 276	22 845	8 791	31 636

Le Groupe dispose de deux secteurs d'activité qui correspondent aux unités opérationnelles stratégiques. Ces unités offrent des produits et des services distincts et sont dirigées séparément dans la mesure où elles exigent des stratégies d'achat et commerciales différentes.

Les opérations réalisées dans chacun des secteurs présentés du Groupe sont résumées ainsi :

- négoce de matériaux de construction, qui comprend la distribution de matériaux pour le bâtiment et les travaux publics.
- bricolage, qui comprend la distribution d'articles de bricolage, de jardinage et d'équipements intérieur.

Toutes les activités du Groupe ont été regroupées au sein de ces deux secteurs et n'opèrent que sur un seul secteur géographique, la France.

Concernant le niveau d'intégration, chaque secteur correspond à un regroupement d'entités juridiques qui sont chacune dédiée à un et un seul secteur d'activité.

Les méthodes comptables des secteurs présentés sont identiques et les résultats communiqués dans le reporting interne sont arrêtés selon les mêmes méthodes retenues en fin d'exercice, conformément aux normes IFRS appliquées dans le Groupe.

Par conséquent, aucun tableau de rapprochement des données consolidées avec le total des secteurs réconciliés n'est présenté.

La performance est évaluée sur la base du résultat avant impôt du secteur. La Direction Générale utilise le résultat du secteur parce qu'elle juge que cette information est la plus pertinente pour comprendre la performance par rapport à celle d'autres entités intervenant dans ces activités.

Les prix de transferts entre les secteurs sont déterminés dans des conditions de concurrence normale.

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé dans les deux secteurs concernés.

Note 36 – Honoraires des Commissaires aux comptes

(en euros)	Odicéo				Ernst & Young et Autres				Autres			
	2021		2020		2021		2020		2021		2020	
	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%
AUDIT												
Certification des comptes individuels et consolidés	274 270	43 %	275 772	43 %	144 350	22 %	131 708	21 %	224 201	35 %	230 253	36 %
– Emetteur	107 600	54 %	103 992	56 %	92 600	46 %	81 708	44 %				
– Filiales intégrées globalement	166 670	38 %	171 780	38 %	51 750	12 %	50 000	11 %	224 201	50 %	230 253	51 %
Services autres que la certification des comptes	1 500	50 %			1 500	50 %	1 750	100 %				
– Emetteur	1 500	50 %			1 500	50 %	1 250	71 %				
– Filiales intégrées globalement							500	29 %				
SOUS-TOTAL AUDIT	275 770	43 %	275 772	43 %	145 850	23 %	133 458	21 %	224 201	34 %	230 253	36 %
AUTRES PRESTATIONS												
Juridique, fiscal, social et autres												
SOUS-TOTAL AUTRES PRESTATIONS												
TOTAL	275 770	43 %	275 772	43 %	145 850	23 %	133 458	23 %	224 201	34 %	230 253	36 %